

Archives du
Féminisme



Bulletin n°23
Automne 2015

*En couverture :
« La salle de lecture de la bibliothèque Marguerite Durand
dans la mairie du 5^e arrondissement, avant 1989 »
Collection BMD*

Sommaire

Éditorial	p.4
Actualités du CAF	p.5
Actualités de la BMD	p.12
Actualités de la BDIC	p.23
Atria. 80 years Collection IAV Conference. 3 et 4 décembre 2015	p.25
In Memoriam	
<i>Simone Iff</i>	p.26
<i>Anne-Marie Charles</i>	p.27
Colloques	
<i>Se réorienter dans la pensée : femmes, philosophie et arts autour de Michèle Le Dœuff,</i> <i>18-19 septembre 2015</i>	p.28
<i>Les 70 ans du premier vote des femmes commémorés au Sénat, 19 mai 2015</i>	p.30
<i>Féminisme et médias, 15 et 16 janvier 2015</i>	p.31
Initiatives	
<i>Pour Olympe de Gouges : d'une manifestation l'autre, 1993-...</i>	p.34
Travaux sur des fonds d'archives	
<i>Les clivages des féministes françaises face à la question coloniale (années 1920-1930)</i>	p.36
Ouvrages, thèses, mémoires...	
<i>Cécile Formaglio, « Féministe d'abord » : Cécile Brunschvicg (1877-1946).</i>	p.40
<i>Colette Avrane, Berthe Fouchère, la rebelle</i>	p.42
<i>Alban Jacquemart, Les hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable.</i>	p.44
<i>Catherine Jacques, Les féministes belges et les luttes pour l'égalité politique et économique (1918-1968).</i>	p.46
<i>Florence Tissot et Sylvie Tissot, Je ne suis pas féministe, mais...</i>	p.47
<i>Marion Charpenel, « Le privé est politique ! ». Sociologie des mémoires féministes en France.</i>	p.48
<i>Lucy Hallyday, Les coiffures, enjeux féministes ? (1970-1980).</i>	p.50
Vient de paraître	
<i>Les féministes de la première vague, sous la direction de Christine Bard</i>	p.51
<i>Françoise Flamant, Women's Lands. Construction d'une utopie. Oregon, USA, 1970-2010</i>	p.52
<i>Mireille Albrecht, Vivre au lieu d'exister. La vie exceptionnelle de Berty Albrecht, Compagnon de la Libération</i>	p.53
Adhésion	p.56

Éditorial

Archives du féminisme poursuit son travail : tâche sans fin, tâche immense, de préservation, de collecte, de valorisation, d'étude des sources sur l'histoire du féminisme. Rappelons-le : l'association est toujours à la recherche de volontaires pour mener à bien ce travail bénévole, aux côtés des institutions qui présentent dans ce bulletin une sorte de bilan annuel : Centre des archives du féminisme à Angers, Bibliothèque Marguerite Durand à Paris, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine à Nanterre. Leurs enrichissements garantissent le renouvellement de nos connaissances sur les féminismes. Que toutes les personnes qui en sont à l'origine : personnels des bibliothèques, associations, déposantes et donatrices, en soient remerciées.

L'association, c'est aussi une collection, aux Presses universitaires de Rennes, créée en 2006. Depuis notre précédent bulletin sont parus : la thèse d'Alban Jacquemart sur *Les hommes dans les mouvements féministes ; Les Vies d'André Léo. Romancière, féministe et communarde*, sous la direction de Frédéric Chauvaud, François Dubasque, Pierre Rossignol, Louis Vibrac, avec une préface de Michelle Perrot ; l'ouvrage de Brigitte Rollet, inspiré de son habilitation à diriger des recherches : *Jacqueline Audry. La femme à la caméra*. Et, avant la fin de l'année 2015, va paraître le colloque *Les féministes de la première vague*. Avec une dizaine de projets d'édition en cours, la collection témoigne de la richesse des recherches actuelles sur le féminisme : des thèses, des colloques, tels que celui qui a récemment été consacré à l'œuvre de la philosophe féministe Michèle Le Dœuff.

On ne pourra pas rendre compte ici de toutes les initiatives mémorielles de l'année écoulée. Juste un mot : déception, à nouveau, quand nous constatons une fois de plus les résistances à la juste reconnaissance de l'apport des féministes. Pas de panthéonisation pour les sulfureuses « suffragettes ». Un monument est promis. Un buste d'Olympe de Gouges trou-

vera sa place à l'Assemblée, à l'occasion du 70^e anniversaire du vote des Françaises et de l'élection des 33 premières députées. Certes, tout.e féministe se réjouit de la reconnaissance accordée à Germaine Tillion et à Geneviève Anthoioz-de Gaulle, mais sans suivre la logique de parité qui a présidé, semble-t-il, à la décision présidentielle. À ce rythme-là, l'égalité au Panthéon n'est pas pour demain !

Pour le MLF, il est un peu tôt et, à vrai dire, l'image généralement négative donnée du féminisme en France invite à un certain pessimisme... Il est pourtant possible de changer cette image, comme le fait Catherine Corsini, avec son film *La Belle Saison* (2015), un bel hommage, juste et bien documenté, sur la dynamique féministe et lesbienne des années 1970. À travers le prénom de ses deux héroïnes amoureuses, Delphine (pour Seyrig) et Carole (pour Roussopoulos), la cinéaste suggère ce que le féminisme doit à l'expression audiovisuelle – et vice-versa. Mille manières d'être féministe, de le dire, de le clamer et de le suggérer, d'affronter la peur de l'étiquetage. Le féminisme a perdu, avec Chantal Akerman (1950-2015), une voix libre, non affiliée et inspirante.

Se préoccuper de la préservation des œuvres, des luttes, des traces des vies, pour que la mort n'ait pas le dernier mot.

Christine Bard

Actualités du Centre des Archives du Féminisme

L'année a été riche en collectes et en classements de fonds d'archives. Au total huit fonds ont été collectés et huit ont été classés¹.

Fonds collectés

• Colette Kreder

Les archives de Colette Kreder ont été classées par Guillaume Diaz, étudiant en Master 1 Histoire et Documents (parcours Bibliothèques). Données à l'association Archives du féminisme, ces archives d'1,26 mètre linéaire (ml) concernent moins la vie personnelle de cette ancienne directrice de l'École Polytechnique Féminine que sa vie associative au sein de diverses associations, dont les plus importantes sont le Conseil National des Femmes Françaises (CNFF) et le réseau Demain la Parité. Ce réseau majeur pour l'histoire du féminisme en France est l'un des premiers à publier des statistiques sur la présence des femmes dans le cadre d'élections politiques, sur leur place dans les grandes écoles scientifiques, la recherche, etc. Créé à l'initiative de Colette Kreder avec Françoise Gaspard et Claude Servan-Schreiber, il a également œuvré pour la parité dans la nomination des ordres nationaux et a été à l'initiative de nombreux colloques sur la place des femmes dans la société.

• Nelly Trumel (voir bulletin n° 21)

L'inventaire des archives personnelles de Nelly Trumel, fondatrice et animatrice de l'émission radiophonique Femmes libres de 1986 à 2013, a été réalisé par Sandrine Garcia, étudiante en Master 1 Histoire et Documents (parcours Archives).

Ce fonds de 5 ml, essentiellement documentaire, donne une bonne vision de l'actualité féministe et un large panorama du grand nombre d'associations féministes existant en France depuis les années 1980. On y trouve de nombreux tracts, des pétitions, des coupures de presse, des invitations à divers événements et réunions ainsi que des programmes de conférences et des périodiques, mais aussi de la correspondance (notamment des lettres de protestation de Nelly Trumel contre le publi-sexisme) et des notes manuscrites sur la documentation rassemblée pour préparer l'émission Femmes libres.



Nelly Trumel au studio d'enregistrement radiophonique, s.d. - CAF (BU d'Angers).

• Monique Prieur

Suite à un don de Monique Prieur à l'université d'Angers en 2014, ses archives personnelles,

¹ Plusieurs de ces fonds ont été classés par des étudiant(e)s, sous la direction de France Chabod, dans le cadre d'un stage d'été rémunéré par la BU d'Angers. Pour les autres fonds la précision est apportée dans l'article. Toutes les photos des donatrices et celle des stagiaires ont été prises par F. Chabod.

constituées d'une seule boîte, ont été classées par des étudiantes de seconde année de Master Métiers des archives et bibliothèques (parcours bibliothèques) avec leur enseignante Valérie Neveu. Elles concernent la participation de cette féministe aux manifestations de femmes des années 1970 et son engagement dans la Maison des Femmes de Paris et dans les courants féministes du parti socialiste. Elles témoignent aussi de son activité de trésorière du réseau Femmes pour la parité et du GAMS (Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles féminines).



• Collectif Femmes de Saint-Nazaire

Les archives du Collectif Femmes de Saint-Nazaire, transmises par don à la BU d'Angers vers 2001, alors que le collectif était probablement dissous depuis plusieurs années, concernent le fonctionnement et les activités de ce collectif féministe qui militait pour l'égalité entre les hommes et les femmes, le partage des tâches domestiques et la promotion du cinéma féminin et lesbien. Elles laissent supposer que ce mouvement était actif de 1976 à 1983, voire 1986. L'inventaire de ce fonds, constitué de trois boîtes d'archives, a été rédigé par des étudiants de troisième année de Licence dans le cadre d'un cours de découverte du métier d'archiviste dirigé par Charly Jollivet, enseignant d'archivistique à l'université d'Angers.

Monique Prieur
à la BU d'Angers
le 17 octobre 2008.

Quatre nouveaux fonds ont été collectés et classés :

• Groupe Information Santé (GIS)



Gabrielle Balazs et Monique Pinçon-Charlot
le 21 novembre 2014 à la BU d'Angers.

Les archives du Groupe Information Santé (GIS) et de Sylvie Rosenberg-Reiner, d'un volume total de 2 ml, données par les filles de Sylvie Rosenberg-Reiner, ont été apportées à la BU d'Angers par Monique Pinçon-Charlot et Gabrielle Balazs le 21 novembre 2014. Ces deux fonds ont été classés par Lucy Halliday, étudiante en Master 1 Histoire et Document (parcours Recherche).

• Marie-Françoise Gonin et Michèle Grosjean

Marie-Françoise Gonin a fait don de ses archives personnelles et de celles de Michèle Grosjean à l'association Archives du féminisme. Ces deux fonds ont été classés par Guillaume Diaz.

Les archives de Marie-Françoise Gonin, d'un volume de 0,70 ml, reflètent ses activités politiques, professionnelles et militantes, notamment ses actions en tant que déléguée régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE) de la région Pays-de-la-Loire, dans l'association écologiste Les Amis de la Terre, dans le MLF et dans le Groupe de femmes de Nantes.

Les archives de Michèle Grosjean (1946-2011), ancienne professeure de psychologie sociale à l'Université Lyon 2 et chercheuse au CNRS, présentent les activités de cette féministe dans

l'association des Femmes sages-femmes et dans le Groupe des femmes de Nantes. D'un volume de 0,16 ml, ce petit fonds contient aussi de la documentation sur l'émancipation des femmes en général et l'avortement en particulier.

• **No pasaran**

Le fonds du réseau No pasaran, mouvement libertaire créé en 1992, a été reclassé à la suite

du don d'une seconde boîte d'archives à l'université d'Angers par Jeanne Lajoie en novembre 2014. Cette militante, ancienne membre de la commission antipatriarcale de ce réseau de 1997 à 2001, a rassemblé des documents émanant des commissions antipatriarcale et antisexiste de No pasaran. Le (re)classement a été effectué par des étudiants de L3 Histoire et LLCE (Langues, littératures et civilisations étrangères), sous la direction de Charly Jolivet.

Fonds collectés

(non encore classés)

• **D'Une Rive à l'Autre**

Les archives de l'association d'Une Rive à l'Autre, données à l'association Archives du féminisme, ont été apportées à la BU d'Angers le 3 février 2015 par Catherine Billaud qui présida d'Une Rive à l'Autre de 2001 à 2006. Association régionale (Pays-de-la-Loire), elle avait pour but l'accompagnement, le soin et la défense des personnes victimes de violences sexuelles.

• **Annie Sugier**

Annie Sugier a fait don de ses archives personnelles à l'association Archives du féminisme. Fondatrice de SOS Femmes alternatives en 1975, pour défendre les femmes battues et pour l'ouverture du premier refuge à Clichy, Annie Sugier est aussi la cofondatrice de la Ligue du Droit des Femmes en 1975, avec Simone de Beauvoir et Anne Zelensky, et de la Ligue du Droit International des Femmes (LDIF) avec Beauvoir en 1983. Elle est également l'auteur de nombreux essais féministes.

Ces archives, de 3,5 ml, contiennent entre autres des documents sur le sport et les femmes (notamment sur le Comité Atlanta dont l'objet était de demander que le CIO refuse la participation à Atlanta des délégations nationales qui excluraient les femmes et d'organiser des conférences comme « Why no Afghan women at Olympics ? ») et sur la violence faite aux femmes.



Annie Sugier dans sa maison de Sceaux, le 18 juin 2015.

• **Yvette Roudy**

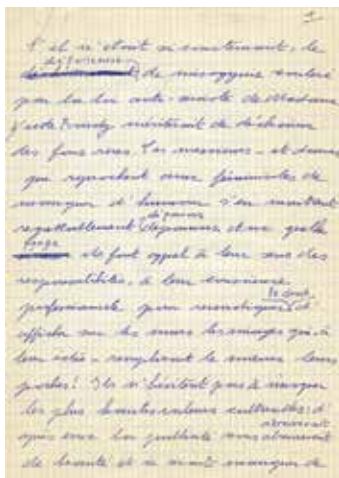
Le 18 juin 2015, France Chabod et Betty Le Corre ont rendu visite à Yvette Roudy pour récupérer un complément d'archives de l'ancienne ministre donné à l'université d'Angers, soit 150 livres sur le féminisme, des documents sur la parité et la commission de féminisation du langage ainsi que les lettres reçues de Benoîte Groult.

Deux autres boîtes d'archives ont complété ce don le 17 juillet 2015, transportées à Angers par Nadine Kiker, Philippe Raoul et Emmanuel Jourdet. On y trouve deux manuscrits originaux de Simone de Beauvoir : une lettre autographe à la ministre des Droits de la femme du 21 septembre 1983 et 12 feuillets manuscrits, brouillons d'un article sur le projet de loi antisexiste d'Yvette Roudy (article publié le 4 mai 1983), des copies de lettres manuscrites et un tapuscrit de Colette Audry, des photographies des dîners mensuels organisés chez Yvette Roudy

pendant sa période ministérielle (regroupant notamment Simone de Beauvoir, Sylvie Le Bon de Beauvoir, Colette Audry et Michelle Coquilhat).



Yvette Roudy dans son domicile parisien, le 18 juin 2015.



Manuscrit de Simone de Beauvoir sur le projet de loi antisexiste d'Yvette Roudy - Fonds d'archives Yvette Roudy (5 AF) - CAF (BU d'Angers).

Valorisation

• Publication

L'article de France Chabod « Les acquisitions patrimoniales de la bibliothèque universitaire d'Angers depuis 2008 », publié dans la revue *Archives d'Anjou : mélanges d'histoire et d'archéologie angevines* n°17/2014 (11 pages), permet de faire le point sur l'ensemble des fonds féministes collectés au CAF depuis sept ans, par dons à l'association Archives du féminisme ou à l'université d'Angers.

• Entretiens filmés

Le 17 juillet 2015, Yvette Roudy d'une part, Marianne Baruch et Marc-Olivier Baruch d'autre part (les ayants droits de Cécile Brunschvicg, respectivement sa petite-fille et son arrière petit-fils), ont été filmés chez eux par une équipe de la BU d'Angers (composée de Nadine Kiker, Philippe Raoul et Emmanuel Jourdet) afin de commencer une série de webdocs de témoignages oraux et vidéos de donateurs/donatrices et de productrices d'archives du CAF.

• Présentations par la responsable du CAF

Le CAF a été présenté aux donatrices et à leurs ami(e)s venues apporter des archives à Angers : Monique Pinçon-Charlot et Gabrielle Ba-



Catherine Billaud et Marie-Françoise Gonin à la BU d'Angers, le 23 février 2015.

Iaczs (le 21 novembre 2014), Marie-Françoise Gonin et Catherine Billaud (le 23 février 2015).

Les élèves de deux classes de Terminale ES du lycée Jean Bodin des Ponts-de-Cé ont pu également le visiter avec leurs professeurs, les 19 et 20 janvier 2015. Ces présentations, faites en parallèle avec les visites de l'exposition d'arts plastiques Nanamorphose de la BU d'Angers, ont donné lieu à des travaux écrits des élèves. Les 9 et 10 février, les étudiants de deuxième et troisième années de Licence (Histoire et Lettres) et leur enseignant à l'université d'An-

gers, Charly Jollivet, ont pu eux aussi découvrir les fonds spécialisés de la BU d'Angers.

Le 10 février, des universitaires accompagnées par Christine Bard ont visité le CAF (notamment Frédérique Le Nan, enseignante à l'université d'Angers et Martine Reid, enseignante à Lille III).

Le 6 avril, le CAF a été présenté à Emmanuelle Gilles, documentaliste à la bibliothèque de l'Ensam (École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers), à l'occasion de la préparation d'une exposition sur le vélo (et notamment l'histoire du vélo et des femmes) dans le cadre du bicentenaire des Arts & Métiers d'Angers.

Le 10 avril, Astrid Leray, consultante et formatrice sur les questions d'égalité femmes-hommes dans le Calvados et intervenante sur le Grand Ouest, a visité le CAF dans le cadre de sa préparation de travaux interrogeant la place des femmes dans la muséographie.

Deux étudiants de première année de Master Histoire et Document (Métiers des bibliothèques), Amélie Guibert et Benoît Queruau, ont réalisé un stage de valorisation des fonds féministes à la BU d'Angers, encadrés par France Chabod et Valérie Neveu, du 24 novembre au 19 décembre 2014 :

• **Signalement des fonds du CAF dans Wikipedia**

Amélie Guibert a poursuivi l'enrichissement d'articles de Wikipedia en relation avec les fonds du CAF. Elle a ainsi créé 5 notices (sur

Marie-Hélène Franjou, Suzanne Képès, Catherine Deudon, Marie-Josèphe Réchard et Laure Beddoukh), 32 liens externes vers les fonds du CAF, modifié et enrichi 15 articles et rajouté 16 références bibliographiques.

• **Numérisation de documents**

Benoît Queruau a quant à lui poursuivi la numérisation et le référencement de cassettes audio Femmes libres prêtées à la BU d'Angers afin qu'elles soient dupliquées, sauvegardées et consultées au sein du CAF.

• **Archives du web féministe**

Au début de son stage d'été à la BU d'Angers, Lucy Halliday a fait des recherches documentaires pour recenser les sites francophones féministes et lesbiens. Sa liste a été transmise à la BnF, responsable du dépôt légal de l'internet, lors d'un déplacement dans cet établissement de Nathalie Clot, France Chabod et Lucy Halliday le 29 juin 2015. Cette rencontre avec Annick Le Follic, chargée de techniques et processus documentaires au service du dépôt légal numérique, marque le début d'une probable collaboration entre la BnF et la BU d'Angers pour le suivi et l'intégration des sites féministes dans le groupe « Mouvements sociaux et Solidarité(s) » de la BnF, en vue de la conservation et de la communication des archives du web féministe.

France Chabod

Fonds Colette Kreder, Marie-Françoise Gonin et Michèle Grosjean

Les archives de Colette Kreder, Marie-Françoise Gonin et Michèle Grosjean, traitées au sein de la bibliothèque universitaire d'Angers et disponibles sur son site web, traduisent bien la vie de femmes militantes, l'engagement associatif dans l'ampleur de sa force mais aussi de son insatisfaction. Que ce soit pour la parité en politique, l'avortement et le droit à la contraception, ces fonds révèlent l'âpreté de la lutte pour le changement des mœurs. Au sein de Demain la Parité, du Conseil National des Femmes Françaises pour Colette Kreder, de l'association des Femmes sages-femmes de

Nantes pour Michèle Grosjean, ou encore au sein du Mouvement de libération des femmes pour Marie-Françoise Gonin, le constat est toujours en demi-teinte, et le gain des avancées ne fait pas oublier les échecs.

Les fonds présentent les documents administratifs des diverses associations, les nombreuses correspondances, les actions propres à chacune. Celui de Marie-Françoise Gonin contient notamment plusieurs affiches, mettant en valeur son parcours politique et féministe.

Guillaume Diaz

Fonds Nelly Trumel

Chaque semaine sur Radio Libertaire, pendant plus de vingt ans, Nelly Trumel a animé l'émission Femmes libres créée en 1986. Elle y faisait le point sur l'actualité de l'action féministe en France et dans le monde et recevait une grande variété d'invité(e)s venu(e)s témoigner de leur engagement et de leur quotidien.

Le fonds est composé de la documentation qu'elle avait rassemblée pour la préparation de cette émission. Il est possible d'y trouver des documents produits par quelque 130 associations ou organismes et 27 thématiques liées directement au féminisme. Le reste du fonds est consacré à des associations et thématiques relatives à des centres d'intérêt plus larges telles que la famille, l'éducation, l'enfance ou encore la guerre.

La richesse de ce fonds repose essentiellement sur une vision d'ensemble de la mobilisation féministe des années 1980 à nos jours (le document le plus récent date de 2013) au travers des tracts, des programmes de colloques et de rencontres diverses mais également des photomontages d'actions et manifestations, des caricatures, des recueils de slogans féministes. Les documents sont majoritairement en langue française mais on trouve également d'autres langues telles que l'anglais, l'espagnol ainsi que l'italien ou encore l'arabe.

Quelques citations humoristiques, comme cette question sous forme de critique des standards de beauté : *Quelles sont les mensurations idéales d'un homme ?* / 80-20-42 / 80

ans, 20 millions d'euros minimum sur le compte en banque et 42 degrés de fièvre.

À travers cette collecte d'informations, les centres d'intérêt de Nelly Trumel apparaissent en filigrane : l'histoire du féminisme, la dénonciation de la guerre, l'engagement contre le sexisme dans la publicité, la promotion des femmes artistes.

Nelly Trumel donne ainsi à voir des exemples d'engagements féministes sur le terrain, au plus près des enjeux qui touchent la vie quotidienne des femmes. C'est un fonds intéressant à consulter pour débiter une recherche sur le monde de la mobilisation féministe avant d'aborder des fonds plus spécifiques.

Sandrine Garcia



Sandrine Garcia, Guillaume Diaz et Lucy Haliday à la BU d'Angers, devant les boîtes d'archives de Nelly Trumel, le 24 juillet 2015.

Fonds Groupe Information Santé / Fonds Sylvie Rosenberg-Reiner

Triés et classés au cours de l'été 2015 au Centre des archives du féminisme, les fonds d'archives du Groupe Information Santé (1972-1981) et de Sylvie Rosenberg-Reiner (1943-2014), d'un volume total de 2 ml, ont été transmis à l'Université d'Angers en 2014 par les filles de Sylvie Rosenberg-Reiner, cofondatrice du GIS. Ce groupe informel a été officiellement créé le 14 mai 1972. Il était composé principalement de médecins, d'étudiants en médecine ou de personnes ayant un lien avec les professions médicales et s'est constitué après une rencontre de ce groupe de médecins avec Michel Foucault. Celui-ci a défini la figure de ce qu'il a appelé « l'intellectuel spécifique » : un intellectuel qui s'engage dans le domaine qui est le sien et qui met à profit sa situation d'expert pour informer, dénoncer et agir. Ce groupe est né dans la même mouvance que le Groupe d'Information sur les Prisons (GIP) et le Groupe Information Asile (GIA).

Une des luttes les plus importantes du GIS fut celle pour l'avortement libre et gratuit avec la publication d'un manifeste en 1973. Dans ce fonds, on peut (re)découvrir le bulletin spécial publié par le GIS intitulé *Oui, nous avortons !* L'ordre des médecins, dont les idées étaient jugées rétrogrades, y était vivement critiqué pour

sa position contre l'avortement. Un manifeste publié en 1975 prônait sa suppression. On perçoit, dans le courrier envoyé au collectif, avec quelle vigueur et détermination ce manifeste a été suivi par un grand nombre de médecins. La dénonciation des conditions de travail de salariés d'usines confrontés à des produits toxiques fut aussi une des actions du GIS. Quelques pancartes et affiches de manifestations disponibles dans le fonds témoignent de cette mobilisation. L'année 1981 constitue la dernière année d'activité du GIS.

Le fonds Sylvie Rosenberg-Reiner retrace une partie de la vie associative de cette médecin. Son activité de militante au Planning familial et au Centre d'études sociologiques et démographiques universitaire (CESDU) est valorisée. Les papiers du procès engagé contre elle par l'ordre des médecins sont une preuve de sa volonté de combattre cet organisme. Elle a en effet refusé de payer sa cotisation à l'ordre durant de nombreuses années ! Une interview effectuée en 2008 par son ami et confrère Jean-Yves Petit peut être visionnée. Les combats du GIS continuent à faire écho dans le monde contemporain.

Lucy Halliday



Mobilisation de médecins du GIS contre l'Ordre des médecins le 25 avril 1976. Photographie du Dr Vincent Chassaing - Fonds d'archives du GIS (44 AF 69) - CAF (BU d'Angers).

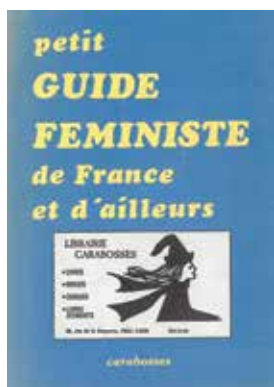
Actualités de la Bibliothèque Marguerite Durand

Dons d'archives Fonds Simone Iff

Quelques mois après le décès de Simone Iff, survenu le 29 décembre 2014, sa fille, Katherine Iff-Noel, a pris contact avec la BMD pour lui proposer le don de deux boîtes d'archives et de documents relatifs aux activités de sa mère, qui viendraient compléter le fonds, donné à la bibliothèque par Simone Iff elle-même, il y a de nombreuses années. Nous avons bien sûr accepté ce complément.

Il est essentiellement composé de coupures de presse, de notes manuscrites, de quelques tracts et correspondances, sur les divers engagements de Simone Iff, au sein du Mouvement français pour le planning familial, mais aussi dans diverses associations luttant contre le viol et les violences, ou en tant que conseillère technique au Ministère des droits des femmes. Certaines pièces originales ont été photocopiées, Katherine Iff-Noel souhaitant les conserver pour elle-même ou sa famille. Un « press-book » comportant de nombreuses photographies (portraits, manifestations, événements familiaux ou amicaux, affiches et tracts) a été numérisé et remis sous forme de clé USB.

Archives des Carabosses



Éliane Viennot, professeure de littérature à l'Université de Saint-Etienne, spécialiste de l'histoire des femmes du XV^e au XVIII^e siècle et ancienne présidente de la SIEFAR, a fait don à la BMD d'une boîte d'archives sur la librairie féministe Carabosses qu'elle avait fondée avec un collectif de femmes, à Paris, rue Jean-Pierre Timbaud puis rue de la Roquette, et qui était associée à un café littéraire, Barcarosse. Ce petit fonds contient deux intéressants carnets manuscrits, intitulés *Carabosses entre elles* où celles qui tenaient la permanence à la librairie ont consigné leurs réflexions, projets et humeurs, de décembre 1979 à octobre 1982, chacune apportant souvent en marge ses annotations et réactions aux écrits des autres. Il contient également des photographies de la librairie, le *Petit guide féministe de France et d'ailleurs* et un recueil de chansons féministes, *Elles chantent*, tous deux édités par les Carabosses, ainsi que quelques correspondances sur cartes postales.

Classement de fonds d'archives

Des fonds d'archives déposés à la BMD depuis plusieurs années et très sommairement classés ont fait l'objet depuis la fin de 2014 d'un travail de classement approfondi et d'un inventaire par des étudiantes ayant effectué un stage à la bibliothèque.

Fonds des Répondeuses

En décembre 2014, Lucy Halliday, étudiante en master 1 Histoire et Document à l'Université d'Angers, membre de notre association et responsable de son site, a effectué un stage à la BMD au cours duquel elle a classé le fonds des Répondeuses et établi son inventaire détaillé.

Lucy Halliday présente ainsi cette association : *« Le mouvement des Répondeuses était un groupe féministe informel, exclusivement féminin, qui a existé de 1977 à 1984. Les fondatrices du mouvement semblent avoir été Mimi Bastille, Danièle Prévôt et Carole Roussopoulos. Il comptait entre 10 et 12 membres. Les femmes de ce mouvement ont eu l'idée originale de mettre en place un "journal téléphonique". Elles utilisaient une ligne téléphonique, un répondeur, deux magnétophones, une table de mixage et un micro. Elles recevaient du courrier ou des messages vocaux par téléphone concernant l'actualité féministe et féminine, et retransmettaient les messages sur un répondeur. Leurs locaux se situaient d'abord près du parc Montsouris, chez Carole Roussopoulos, pionnière de la vidéo féministe. Puis le mouvement a déménagé dans une chambre de bonne prêtée par l'avocate Colette Auger. Un groupe s'était également constitué dans la région de Grenoble, les Répondeuses 38.*

Les Répondeuses organisaient régulièrement des fêtes à la salle Wagram, dans le 17^e arrondissement de Paris, afin de récolter des fonds. Cependant, faute de moyens suffisants, les membres des Répondeuses ont dû mettre un terme au mouvement. Le dernier message a été envoyé le 9 juillet 1983, et le local a été fermé en janvier 1984. »

Fonds Catherine Gonnard

Ce fonds est relatif à plusieurs associations et périodiques homosexuels : Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH), le mensuel *Homophonies*, le collectif Agir, les Goudous télématiques, les Nanas radioteuses. Il a été classé et inventorié en un temps record et avec beaucoup de précision par Marine Gilis, étudiante à l'EHESS, stagiaire à la BMD en juin 2015. Elle nous a adressé son témoignage sur cette expérience à la BMD, dont nous reproduisons ici un large extrait :

« Lorsque j'ai fait ma demande de stage auprès d'Annie Metz, la directrice de la bibliothèque Marguerite Durand, j'étais déterminée à travailler sur le fonds "lesbien", je ne savais pas de quoi il était constitué, mais mon expérience de bénévolat aux Archives Recherches Cultures Lesbiennes (ARCL) m'avait donné la curiosité d'aller plus loin dans la découverte de ce que signifiaient "archives lesbiennes". J'étais venue quelquefois auparavant à la bibliothèque Marguerite Durand pour faire des recherches ciblées sur les femmes et les lesbiennes, mais je voulais voir les réserves, travailler dans les fonds et apporter quelque chose



Tract extrait du fonds Catherine Gonnard

à cette bibliothèque. C'est ainsi que j'ai traité le fonds Catherine Gonnard, un fonds riche de 2 333 documents, constitué par une militante lesbienne.

La phase d'adaptation a été assez rapide, je connaissais en effet un certain nombre de documents que j'avais pu voir aux ARCL, la logique de classement m'est apparue très vite, d'autant plus qu'un pré-classement avait déjà été réalisé par Annie Metz. J'ai eu affaire à des documents très divers, pas de quoi me lasser donc ! Des tracts, des enregistrements sonores, des périodiques, des photos, des lettres... J'ai eu plaisir à toucher les illustrations originales, me glisser dans l'intimité des lettres, des brouillons, souvent illustrés de petits dessins. Le travail en archives peut sembler austère, le dos courbé en silence sur de vieux papiers... mais j'ai eu au contraire le sentiment d'observer la vie à travers un hublot, traverser le temps et surtout apprendre énormément. Oui apprendre, comprendre comment les choses fonctionnaient avant (le minitel que je n'ai pas connu par exemple, la façon d'imprimer les tracts...), comment les personnes communiquaient aussi, dans quel contexte politique, etc. Et puis il y a eu cette rencontre, celle avec Catherine Gonnard. Ça ne doit pas arriver à beaucoup d'archivistes de pouvoir interroger, des années après, les personnes qui ont donné leurs archives. Cette rencontre m'a permis d'approfondir ma compréhension du fonds et surtout de prendre confiance en moi, de me dire que j'allais réussir à mettre de la cohérence dans tout cela et rendre possible une transmission de ce fonds (...) »

Le classement et l'inventaire réalisés par Marine Gilis permettront aux chercheuses et chercheurs de découvrir enfin ce riche fonds jusqu'alors difficilement consultable.

Fonds Georgette Vacher

Ce fonds a été classé et inventorié par Anaëlle Gonzales, étudiante en master d'histoire contemporaine à l'Université Toulouse Jean-Jaurès, stagiaire à la BMD en août 2015. Rappelons que Georgette Vacher, embauchée en 1963 comme ouvrière spécialisée chez Calor, fut pendant presque vingt ans déléguée au comité d'entreprise, puis déléguée du personnel. En 1975, elle est élue au bureau de l'Union départementale de la CGT du Rhône, responsable du secteur féminin. De 1977 à 1981, sa conception du travail syndical est peu à peu remise en question dans les structures de la CGT ; ses responsabilités lui sont finalement retirées le 28 septembre 1981. Trois semaines plus tard, à la veille du congrès de l'Union départementale, Georgette Vacher se suicide.

Effectuant son mémoire de master sur les syndicats féminins de la région de Toulouse, Anaëlle Gonzales a pu mettre ses connaissances en pratique pour traiter très rapidement et dans le détail ce fonds qui n'avait pas jusqu'alors fait l'objet d'un inventaire, malgré tout l'intérêt qu'il présente pour l'histoire du travail et du syndicalisme féminins.

Rencontres et exposition à la BMD

• **Le 3 mars**, la bibliothèque Marguerite Durand a organisé une rencontre autour du livre de Xavière Gauthier, *Avortées clandestines* (Éditions du Mauconduit), paru en janvier, alors que l'on commémorait les quarante ans de la loi Veil dépénalisant l'avortement. Cette rencontre s'est déroulée sous la forme d'un dialogue entre l'auteure et la journaliste et écrivaine Monique Gehler, ainsi qu'avec le public ; la conservatrice de la bibliothèque a lu quelques extraits du livre, composé des témoignages recueillis par Xavière Gauthier auprès d'une trentaine de femmes ayant avorté avant la loi Veil. Ces récits, souvent bouleversants, disent les souffrances, les dangers, la peur, les humiliations subies par ces femmes, mais aussi leur détermination. La plupart n'avaient jamais parlé de ces épisodes traumatisants de leur vie. Voulant faire « œuvre de mémoire », Xavière Gauthier souligne l'importance de témoigner pour que les jeunes générations n'oublient pas

« l'avant loi Veil », jugeant que le manque de transmission favorise la régression qu'elle constate dans l'application de cette loi. Les témoignages sont précédés d'un essai intitulé « Réflexions sur la question de l'avortement », où Xavier Gauthier trace un panorama de la situation européenne d'aujourd'hui et présente une « petite ethnologie de l'avortement clandestin au XX^e siècle ».



Photographie d'une vitrine de l'exposition sur l'avortement à la BMD

Le public réuni lors de cette rencontre a pu visiter la petite **exposition** qui a été présentée jusqu'au 30 mai 2015 dans les vitrines de la BMD, avec des documents évoquant la question de l'avortement depuis les combats menés par les néo-malthusiens et les féministes du début du XX^e siècle comme Nelly Roussel, Madeleine Pelletier, Jeanne et Eugène Humbert, jusqu'aux luttes du MLAC et du Planning familial dans les années 1970. Les photographies, tracts, livres, cartes postales, brochures, coupures de presse et journaux illustrés présentés

faisaient partie soit des collections générales soit de divers fonds d'archives possédés par la bibliothèque, tels que le fonds Nelly Roussel, le fonds Jeanne Humbert ou le fonds Simone Iff.

• **Le 14 mars**, la BMD a participé à une rencontre-débat organisée par la médiathèque Hélène Berr (Paris 12^e) avec **quatre éditrices de bande dessinée** qui ont créé leur maison entre 2004 et 2012, Chloé Marquaire (L'Agrume), Marie Moinard (Des ronds dans l'O), Bérengère Orieux (Ici Même) et Soline Scutella (Scutella).

Dans l'univers encore très masculin de la BD et du roman graphique, les éditrices et les auteures sont devenues plus présentes depuis quelques années. Certaines s'intéressent à des thématiques ou à des personnalités de l'histoire du féminisme : Catel Muller avec ses albums *Olympe de Gouges* et *Ainsi soit Benoîte Groult*, Florence Cestac, avec *Des salopes et des anges* et Désirée (et Alain) Frappier avec *Le choix*, deux albums où il est question de l'avortement ; Séverine Lefebvre a écrit un *Journal d'une Femen*. Ce ne sont là que quelques exemples récents. Depuis 2008, l'association Artemisia pour la promotion de la bande dessinée féminine décerne son prix annuel ; en 2015 est fondé le Collectif des créatrices de bande dessinée contre le sexisme, qui réunit plus de cent femmes.

Prêts pour expositions hors les murs

• La BMD a prêté une trentaine de documents de ses collections pour l'exposition *Femmes en métiers d'hommes*, réalisée à partir du livre de Juliette Rennes (Éditions Bleu autour, 2013), qui se tient au Musée de l'histoire vivante de Montreuil, du 17 janvier au 20 décembre 2015. Parmi ces documents, figurent des cartes postales illustrées de Suzanne de Callias, la thèse de doctorat de Jeanne Chauvin, *Des professions accessibles aux femmes en droit romain et en droit français* [...] (1892), l'affiche de l'Exposition des femmes célèbres du XIX^e siècle organisée par Marguerite Durand en 1922, un document manuscrit extrait de notre dossier « Automobilistes »

attestant du nombre de femmes ayant obtenu leur permis de conduire entre 1914 et 1915, une caricature de Caran d'Ache, *Féminisons !*, quatre lithographies de Drian extraites du portfolio *Les femmes et la guerre*, plusieurs photographies...

Il reste encore quelques semaines pour voir ou revoir cette passionnante exposition.



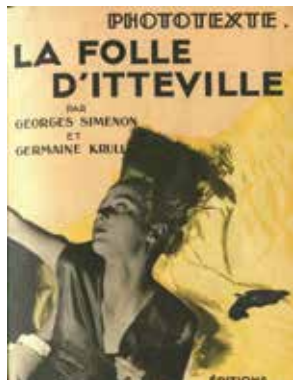
Etienne-Adrien DRIAN, L'allumeuse de réverbères, dans *Les femmes et la guerre* (Éd. Devambez, 1920)

- Pour l'exposition *Être femme sous Louis XIV, du mythe à la réalité* qui se tient au Musée-Promenade de Marly-le-Roi/Louveciennes du 3 octobre 2015 au 14 février 2016, la BMD prête deux éditions originales de livres de Poullain de la Barre, *De l'égalité des*



Madeleine de Scudéry.
Huile sur bois, XVII^e siècle

deux sexes. Discours physique et moral, où l'on voit l'importance de se défaire des préjugés (1673) et *De l'éducation des dames pour la conduite de l'esprit dans les sciences et dans les mœurs* (1679), ainsi qu'un portrait de Madeleine de Scudéry, dont l'auteur est inconnu. Ce tableau du XVII^e siècle, une huile peinte sur bois, fait partie des œuvres d'art et des objets de la donation initiale faite par Marguerite Durand, qui



La folle d'Itteville, texte de Georges Simenon, 104 photographies de Germaine Krull (Éd. Jacques Haumont, collection Phototexte, 1931)

comporte d'autres tableaux, des sculptures, des estampes, des éventails, des médailles, etc.

Une très intéressante et très belle exposition, à découvrir dans un lieu magnifique. L'exposition est accompagnée d'un riche catalogue. Un dossier de presse est consultable en ligne :

<http://fr.calameo.com/read/002506818980723718c17>

- Pour l'exposition *Qui a peur des femmes photographes ?* présentée conjointement au Musée d'Orsay et au Musée de l'Orangerie du 14 octobre 2015 au 24 janvier 2016, la BMD a prêté plusieurs livres rares illustrés par des femmes photographes : *La folle d'Itteville* (1931), *La bataille d'Alsace* (1944), illustrés par Germaine Krull, ainsi que le livre de Claude Cahun, *Aveux non avendus* (1930), illustré d'héliogravures de Moore et l'édition originale de la thèse de Gisèle Freund, *La photographie en France au XIX^e siècle*, éditée en 1936 par la Maison des amis des livres d'Adrienne Monnier.

Colloques et festivals

• à Orléans, les 17 et 18 septembre 2015

La BMD, en la personne d'Annie Metz, invitée comme présidente d'honneur, et Archives du féminisme, en la personne d'Anne-Marie Pavillard, ont participé au colloque organisé par Mix-Cité qui s'est tenu les 17 et 18 septembre à la médiathèque d'Orléans, sous le titre de *Femmes de l'entre-deux-guerres : quelques parcours extraordinaires*. Il s'agissait de la 5^e édition du colloque qui se tient chaque année dans cette ville sous le titre générique de « *Femmes des lumières et de l'ombre* ». Les communications ont permis de faire découvrir des femmes peu connues de cette période, telles que l'Espagnole Clara Campoamor (1888-1972), femme politique et pionnière du droit de vote, Camille Drevet (1880-1969), militante féministe, pacifiste et anticolonialiste, qui entreprit de lointains voyages au service de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (présentée par Anne-Marie Pavillard), la journaliste littéraire Marthe Romaines ou encore Hélène Metzger (1889-1944), historienne de la chimie et philosophe des sciences. D'autres communications consacrées à des personnalités très célèbres, comme celle de Tiphaine Martin intitulée « Simone de Beauvoir, exploratrice, voyageuse ou touriste ? » ou celle consacrée à « Une autre Colette : entre esthétique féminine et publicité » par Nicole Laval-Turpin, ont permis de mettre en lumière des aspects encore peu étudiés de leur personnalité ou de leurs activités. À noter également la très intéressante communication de Dominique Bréchemier, « Séverine, 1918-1929, une frondeuse pour l'éternité ».

On retiendra aussi de ces deux journées l'extraordinaire film polonais projeté le 17, *Papusza, de son vrai nom Bronislaw Wajs - poétesse tsigane*, réalisé en 2013 par Joanna Kos-Krauze et Krzysztof Krauze, et proposé par le Cercil-Musée Mémorial des enfants du Vel d'Hiv, à Orléans. Un numéro de la revue *Études tsiganes* est consacré à cette femme hors du commun.

• à Saint-Sauveur-en-Puisaye, les 10 et 11 octobre 2015

La BMD était présente à la 4^e édition du Festival international des écrits de femmes (FIEF), organisé par l'association La Maison de Colette et consacré cette année aux *Reines du crime*. Comme l'indique le dossier du festival, « aujourd'hui, les femmes ont investi tout le champ de la littérature policière, notamment celui du roman noir, longtemps resté exclusivement masculin. Elles remportent partout un immense succès : elles battent des records de vente, raflent les prix littéraires, sont adaptées à l'écran... ». Un programme très riche qui va des pionnières du genre, comme Anna Katharine Greene, Dorothy Sayers ou Germaine Beaumont, aux très contemporaines Dominique Sylvain, Danielle Thiéry ou Alexandra Schwartzbrod. Le programme est consultable sur le site du festival :

http://ecritsdefemmes.fr/wp-content/uploads/2015/09/1564_Fief_programme_impHD.pdf.

Acquisitions remarquables

Notre traditionnelle rubrique consacrée aux achats remarquables de l'année n'avait pu tenir compte dans le bulletin 2014 de l'acquisition en vente publique de plusieurs documents, effectuée en fin d'année, le bulletin étant déjà paru. Nous l'avions évoquée brièvement lors de notre assemblée générale, mais y revenons ici, avant de présenter quelques achats exceptionnels de 2015.

Les 18 et 19 novembre 2014, dans les salles de l'étude Ader-Nordmann, et avec le grand expert en autographes Thierry Bodin, a eu lieu la vente aux enchères de la collection Claude de Fliers, composée de plus de 1500 lettres, documents et autographes écrits exclusivement par des femmes, depuis la reine Blanche de Navarre (1328 ?-1398) jusqu'à Marguerite Duras. Il s'agissait

de la plus importante vente jamais consacrée à des écrits de femmes. Comme l'indique Thierry Bodin dans le texte liminaire du très beau catalogue de la vente (où il rend d'ailleurs hommage à Marguerite Durand), « [cette collection] retrace, à travers lettres, documents et manuscrits, de 1376 à 1984, six siècles de l'histoire des femmes, leur rôle dans l'Histoire ou dans l'activité créatrice, mais aussi dans leur vie intime, confiée au fragile papier qui a conservé leurs confidences. Si le domaine français a été privilégié, on trouvera cependant bien des Européennes, voire quelques Américaines. Une grande diversité mêle ici têtes couronnées et princesses aux militantes révolutionnaires, des religieuses aux courtisanes et actrices, des saintes aux aventurières et criminelles (...) ; la littérature et tous les arts sont représentés, sans compter les sciences, le music-hall, le cinéma ou les sports... Femmes célèbres pour la plupart, certaines parfois oubliées, mais aussi des inconnues (...). » L'intégralité de ce beau catalogue est visible en ligne et téléchargeable :

<http://www.ader-paris.fr/html/index.jsp?id=20951&lng=fr&npp=10000>.



Marguerite DURAND, Lettre autographe signée, à Noël Charavay, 11 mars 1928

Des **796 lots** mis en vente pendant ces deux jours, la BMD a pu en acquérir **16**, dont certains comportent plusieurs lettres autographes formant des ensembles ; modeste récolte, semble-t-il, mais les prix des enchères (majorés de 25% de frais) atteints par certains lots étaient hors de notre portée. Nous avons cependant eu la satisfaction d'obtenir quelques belles pièces, parmi lesquelles :

- une lettre de la **comtesse de Genlis**, écrivaine et pédagogue, à un « dear friend », 4 pages, du 26 avril 1823, où elle souhaite rétablir la vérité sur Madame Campan et évoque Marie-Antoinette
- un ensemble de 21 lettres de **Thérèse Bentzon**, romancière et critique, amie de George Sand, 49 pages, 1870-1871, à Marcelin, directeur de *La Vie parisienne*
- une lettre de **Louise Abbéma**, peintre, amie de Sarah Bernhardt, à Mme Georges Martin, 1 page, 1877, accompagnée de deux dessins originaux au crayon
- une lettre de **Louise Breslau**, peintre, lithographe et pastelliste, 2 pages, 1895, à Gustave Geffroy, qu'elle félicite pour un article : *C'est la première fois que je vois constater d'une façon si saisissante la déplorable situation des femmes peintres dans la société moderne (...)*
- dix lettres de **Séverine**, entre **1892 et 1925**, à des correspondants divers
- une lettre de **Marguerite Durand**, 1 page ½, 11 mars 1928, sur papier à en-tête de son journal *La Fronde*, à l'expert en autographes Noël Charavay, à propos de l'Exposition internationale de la Presse qui se tiendra de Cologne : *Je désire que l'envoi de La Fronde soit, au point de vue de la presse féministe, complet et important : avez-vous des autographes ou des documents concernant des femmes journalistes - elles ont été rares, je crois - de la période révolutionnaire et aussi du milieu du siècle dernier ? Soyez assez aimable pour me le faire savoir (...)*
- une lettre de **Georgette Leblanc**, cantatrice et actrice, compagne de Maurice Maeterlinck à **Colette**, [1907], 3 pages. Belle lettre sur *La Retraite sentimentale* : *Colette ! tu as fait un très beau livre. J'en sors enthousiasmée (...)*
- deux lettres d'**Yvette Guilbert**, l'une (1907, 4 pages) sur ses débuts au théâtre, l'autre (s.d., 3 pages) en réponse à une enquête sur la maternité
- une lettre d'**Anna de Noailles** à **Mireille Havet**, 1920 (?), 5 pages ½. Très belle et longue lettre élogieuse à la jeune poétesse (redécouverte récemment grâce à son journal, édité par Claire Paulhan) : *Je gardais le souvenir de votre ravissant livre ingénu, La Maison dans l'œil du chat,*

quand vous m'avez fait connaître le manuscrit de vos nouveaux poèmes écrits de seize à vingt ans, et où toutes les promesses sont devenues fleurs (...)

- une lettre de **Louise Hervieu**, dessinatrice et écrivaine, à Germaine Beaumont, [1936], 1 page ½. Belle lettre de l'hôpital, sur son livre *Sangs* et son combat pour l'instauration d'un Carnet de santé
- une lettre de **Natalie Clifford Barney**, à la poétesse George Day, Paris, 24 mai 1949, 3 pages ¼. Longue et intéressante lettre consacrée à l'organisation du Prix Renée Vivien.
- Parmi nos regrets, citons une très rare lettre de **Olympe de Gouges**, deux lettres de **Théroigne de Méricourt**, deux lettres de **Louise Michel**...

Pour l'année 2015, voici quelques-unes de nos plus intéressantes, originales et/ou précieuses acquisitions :

Photographies

- une photographie du Service photographique des armées montrant **Sarah Bernhardt** en visite sur le front, causant avec le sous-lieutenant Varcin, en 1916
- trois photographies de **Philippine Kallmus D'Ora**, dite **Madame D'ORA**, dont un portrait de **Damia**, dédié à la chanteuse **Andrée Turcy** et un portrait de la couturière **Agnès Rittener**, dans les années 1930
- une photographie de **Marie Curie** effectuant la traversée vers les États-Unis à bord du paquebot l'Olympic, en mai 1921. En 1920, la journaliste **Marie Mattingly Meloney** avait organisé une collecte de 100 000 dollars auprès des femmes américaines afin que Marie Curie puisse acheter un gramme de radium, indispensable à la poursuite de ses recherches. Elle fut reçue avec ses filles Irène et Ève à la Maison Blanche par le président Warren Harding et acheta un gramme de radium à l'usine de Pittsburgh.
- un portrait de **Colette** tricotant par **Germaine KRULL**, vers 1935
- un très beau portrait de **Nathalie Sarraute** par **Gisèle FREUND**, années 1960
- une série de 17 photographies en couleur (40 x 40 cm), intitulées *Lectrices* réalisées par la photographe et plasticienne **Carol Müller**, qui présente ainsi son travail, inspiré par le livre de Laure Adler, *Les femmes qui lisent sont dangereuses* (Flammarion, 2006) : *La lecture comme conquête, conquête de la liberté. C'est avec cette idée en tête que j'ai décidé de rencontrer des femmes dont le rapport à la lecture, à l'objet livre structurerait l'horizon de vie. J'ai voulu m'introduire dans ce moment de connaissance et d'abandon au voyage intérieur par une présence discrète, la moins intrusive possible. Pour cela j'ai choisi de m'installer, avec elles, dans le temps long d'une prise de vue de 10 à 20 minutes et d'opérer au moyen d'un appareil hasardeux et sans objectif – c'est-à-dire sans décision de distance focale – l'antique sténopé. Il s'agit moins de faire le portrait*



Marie Curie à bord de l'Olympic, 1921. (New York, Culver Pictures)



Carol MÜLLER, *Françoise lit Métamorphoses d'un mariage de Sandor Marai* (Série « Lectrices ») © Carol Müller

d'une femme que de toucher l'atmosphère de ses actes de lecture, de créer une empreinte de temps.

- une série de 10 photographies couleur en diptyque (33x95 cm), *Femmes au Maroc*, par **Pascale Sablonnières**. Réalisés essentiellement à Tanger en 2014, ces diptyques expriment les interrogations de la photographe durant son séjour dans cette ville : *Que disent les cheveux sans voile de la présentatrice du journal de la condition des femmes marocaines ? Entre les corps dissimulés des femmes dans la rue et les images dans la presse quotidienne d'information, les publicités ou la télé, un fossé. Ces différences, plus encore que le port de ces voiles traditionnels, par lesquels corps et visages sont masqués, me frappent*, écrit-elle sur son site (<http://www.pascale-sablonnieres.fr/>).



Pascale SABLONNIERES, Une des photographies en diptyque de la série *Femmes au Maroc*
© Pascale Sablonnières

Livres

- *La fille accouchée au milieu de l'Assemblée nationale de France (...) Accouchement de Mlle Théroigne de Méricourt (...)*, 8 pages, 1791. Ce violent pamphlet contre Théroigne de Méricourt et l'Assemblée Nationale semble être un exemplaire unique ; il ne figurait dans aucune bibliothèque publique jusqu'à l'acquisition faite par la BMD.

- *Le vrai et le faux chic*, par le caricaturiste **Sem**. Paris, « Succès », 1914. Très nombreux dessins in et hors texte, en noir et blanc et en couleurs, rehaussés à la main. Sans le nommer, Sem dénigre le couturier Paul Poiret, qu'il considère comme un créateur du « faux chic », alors que Paquin et Worth incarnent pour lui le « vrai chic ».



SEM, *Le vrai et le faux chic*. Paris, Ed. Succès, 1914

- *Criminelles*. Portfolio de 24 eaux-fortes de **Mariette Lydis**, signées au crayon ; avant-propos de **Pierre Mac Orlan**. Paris, chez Mariette Lydis, 1927. Tiré à 75 exemplaires numérotés.



Sous chacune des eaux-fortes est collé un court texte imprimé faisant la présentation de la criminelle et la description de son crime. On pense souvent aux sœurs Papin ou à Violette Nozières. Cet étonnant et beau portfolio est très rare. Aucun exemplaire n'apparaît dans le Catalogue collectif de France, hormis celui de la BNF.

- Cinq livres illustrés par la photographie, acquis lors d'une vente publique : **Lotte Herlich**, *Seliges Nacktsein* (Éd. Waldemar Heldt, Hambourg, 1926) et *Das Weib. Dreissig Lichtbilder* (Éd. Greifenverlag, Rudolstadt, 1928), **Hilla et Bernd Becher**, *Fachwerkhäuser des siegener Industriegebietes* (Éd. Schirmer/Mosel, 1977), **Isabelle Munoz**, *En jambes* (Éd. Azygos, 1995), **Graciela Iturbide**, *Naturata* 1996-2004 (Toluca éditions/Galeria Lopez Quiroga, Paris-Mexico, 2004).

- Trois livres d'artiste de **Martine Lafon**, dont la bibliothèque possède une belle collection : *Petit Chaperon rouge se débrouille* (leporello de 20 pages en linogravure, 2014, tiré en 20 exemplaires signés), *Chaperon rouge et tête de loup* (leporello de 9 pages en linogravure, 2014, tiré en 20 exemplaires signés), *Charles Dickens et le Petit Chaperon rouge* (2 linogravures).

- Quatre livres d'artiste d'**Anne Slacik** : *Écrits dans un jardin*, avec un texte de Marguerite Yourcenar, livre peint, 11 peintures originales, tiré à 30 exemplaires (Éd. Fata Morgana, 1999), *Au port de Paros*, poème en prose de Solander (Éd. Al Manar, 2006), *Lettres à Germaine Richier, à Jean Bazaine et aux créateurs continus*, avec un texte de Régine Detambel, livre peint, leporello, tiré à 18 exemplaires (Éd. Rivières, 2013), *Les pourpres*, avec un texte de Claude Ber (Éd. AEncrages, 2015).

- Un livre d'artiste de **Joëlle Thabaraud**, *Fin d'automne* (Éd. La Regondie, 2014). Livre en tissu, couverture avec galons, perles et cabochons ; fermoir perles et passementeries. 12 pages en organdi avec applications de motifs en tissu, 12 pages en coton rebrodées de courts poèmes avec applications de motifs de tissu, feuilles et pétales séchés, découpe de papier doré. Exemplaire unique.

- Nous tenons aussi à signaler le généreux don fait à la bibliothèque par l'un des adhérents de notre association, **Claude Bac**, du livre qu'il a récemment édité, **Renée Vivien**, *Une femme m'apparut*. Ce bel ouvrage de 578 pages, illustré, tiré à 100 exemplaires, reproduit fidèlement et compare différentes éditions du roman à clefs de Renée Vivien : celle de 1904, celle de 1905 qui porte le même titre mais est une réécriture complète de la première, celle de 1977 par Régine Desforbes, qui est une réédition de 1904 avec de nombreuses variantes, celle des épreuves corrigées de l'édition de 1905 conservées à la Bibliothèque nationale. Rappelons que Claude Bac est aussi l'auteur de *Renée Vivien, inventaire raisonné des livres publiés de 1901 à 1948* (chez l'auteur, 2003).

Iconographie diverse



Théodore RIVIERE, *Camille du Gast*,
Plaque de bronze, vers 1905



- Plaque en bronze de **Théodore Rivière** (1857-1912), médaille d'or à l'Exposition de 1900, représentant la célèbre « sportswoman » **Camille Crespin du Gast** : en élégante avec son lévrier sur une face, avec l'inscription « À Madame Camille du Gast », en conductrice d'automobile sur l'autre face, avec une inscription énumérant ses exploits sportifs : « Vol plané, descente en parachute, course d'automobiles, canots automobiles, rallye ballons ».

- Affiche de **Clérice frères**, Théâtre du Moulin-Rouge, **Claudine, opérette en trois actes** de Willy, d'après les romans de Colette et Willy. Musique de Rodolphe Berger. Paris, Imprimerie Chaix, Ateliers Chéret, 1910 ; 89,5x68cm.



Cette affiche témoigne de l'extraordinaire succès remporté par la série des *Claudine*, dont Henry Gauthier-Villars sut tirer un grand profit en produisant nombre de « produits dérivés ». Dans cette adaptation pour le Moulin Rouge, la chanteuse Marise Fairy incarnait Claudine.

Lettres autographes

De nombreuses lettres intéressantes, parmi lesquelles on retiendra particulièrement : une lettre de **Louise Colet** à **Madame Victor Hugo** (s.d.), une lettre de **Clémence Royer** (30 avril 1899), où elle évoque avec désenchantement le suffrage universel où *les imbéciles et les ignorants sont menés par les criminels ennemis du progrès humain*, une longue lettre énigmatique de **Sarah Bernhardt**, écrite de Londres (s.d.), une lettre de **Colette** à sa secrétaire **Claude Chavière** (1926), où elle fait part de ses trop nombreuses activités, une lettre d'**Irène Némirovsky** datée de 1935, une lettre d'**Adrienne Monnier** à la fille d'**André Gide** (1954), une lettre de **Marie Laurencin** à l'éditeur **Jean Denoël**, ou bien encore une violente lettre adressée en 1951 à **Jean-Paul Sartre** par **Simone Berriau**, comédienne puis directrice du théâtre Antoine, où fut créée la pièce *Le Diable et le bon dieu*.

La variété des lettres acquises par la BMD, dont cette liste brève souhaite donner une idée, amène à la bibliothèque un public dont les intérêts et les recherches sont très diversifiés.

Annie Metz
Directrice de la BMD

Peu de temps avant la publication de ce bulletin, nous avons été informées de la fermeture de la bibliothèque pour travaux, du 20 octobre 2015 au 16 janvier 2016. Les bibliothécaires ne sont pas sur place mais peuvent être jointes par courriel : bmd@paris.fr. Nous présentons nos excuses à nos lectrices et lecteurs pour la gêne occasionnée par cette fermeture.

Actualités de la BDIC



Nelly Huri, Croquis conservé dans des carnets réalisés en 1944 à Ravensbrück. BDIC, Archives de l'ADIR.

« Femmes en déportation » Un colloque autour des archives de l'ADIR

(BDIC, 9 et 10 décembre 2015)

Créée dans l'immédiat après-guerre (novembre 1945), dès le retour des déportées survivantes, l'Association nationale des anciennes déportées et internées de la Résistance (ADIR) a eu cette particularité, jusqu'à son autodissolution en 2005, de ne regrouper que des femmes. Fondée par des résistantes revenues de Ravensbrück – elle comptera parmi ses membres des personnalités comme Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Marie-Josée Chombart de Lauwe, Germaine Tillion, Anise Postel-Vinay ou Marie-Claude Vaillant-Couturier –, elle avait d'abord pour but l'entraide, matérielle, psychologique et morale, entre anciennes déportées, ainsi que le maintien des solidarités nées dans les camps. Au fil des ans, la nécessité du « devoir de témoigner », individuel et collectif, se fera cependant de plus en plus impérieuse (« Nous avons eu la chance de survivre, nous devons être des témoins. »).

Versées à la BDIC en deux temps (en 2000, puis en 2006, après la fin des activités de l'association), mais toujours « ouvertes », et régulièrement complétées par des dons d'archives personnelles, les archives de l'ADIR rendent compte de ce double travail. Riches d'une documentation détaillée sur les activités de l'association (comptes rendus d'activités générales ou d'initiatives ponctuelles, correspondance, traces d'échanges internationaux, etc.), elles comprennent aussi de nombreux témoignages, recueillis immédiatement au retour des camps ou des années plus tard, sur

le sort réservé aux femmes déportées. « Il y a eu **une déportation féminine** [souligné dans l'original], dont les suites sont psychologiques, physiques, sociales : il y a une pathologie féminine de la déportation », affirmait l'ADIR (bulletin *Voix et Visages*, juillet 1957). Ses archives, avec d'autres, peuvent aider à comprendre la singularité de cette histoire. C'est l'originalité de ces parcours de femmes en déportation que le colloque proposé en décembre par la BDIC souhaite interroger.

Organisé sur deux jours, il sera au croisement de préoccupations mémorielles et historiques. Envisagé en partie comme un hommage au parcours et aux combats des femmes résistantes, internées et déportées, ainsi qu'aux activités de l'ADIR (plusieurs actrices de ces histoires ont été invitées à témoigner), il devrait aussi permettre de faire le point sur diverses recherches en cours concernant spécifiquement la déportation des femmes. Plusieurs intervenant.e.s reviendront sur leur sort dans les camps, ou sur les difficultés particulières auxquelles il leur fallut faire face après leur libération. La transmission du souvenir a joué un rôle important dans les activités de l'ADIR : la question des sources à partir desquelles écrire cette (ou ces) histoire(s) sera aussi abordée.

Le programme détaillé des deux journées est disponible en ligne sur le site de la BDIC. Le colloque s'accompagne de deux initiatives visant à mieux valoriser les archives de l'ADIR : un inventaire du fonds, corrigé, précisé et mis à jour a été publié en ligne (« Base Archives Calames », accessible à partir de la page d'accueil

du site de la BDIC), et la collection du bulletin de l'association – *Voix et Visages*, 292 numéros, parus entre 1946 et 2005, riche source d'information – entièrement numérisée (consultable dans *L'Argonnote*, bibliothèque numérique de la BDIC).

Franck Veyron



Voix et Visages, bulletin de l'ADIR, n° 123, mai-juin 1970.
Dessin de Violette Lecoq, déportée à Ravensbrück. Coll. BDIC.

Atria. 80 years Collection IAV Conference

Amsterdam, December 3 & 4 2015

Atria, Institute on Gender Equality and Women's History¹, est une organisation née en 2012 aux Pays-Bas, issue de la fusion entre Aletta, Institut pour l'histoire des femmes et d'E-Quality, Centre d'Information sur le genre et la famille.

Atria va célébrer les 80 ans de la Collection de l'IAV (International Archives for the Women's Movement)² les jeudi 3 et vendredi 4 décembre 2015 à Amsterdam. Un colloque intitulé « Partager le passé, débattre le présent, créer le futur » y aura lieu.

Qu'est-ce que la collection de l'IAV ?

La collection de l'IAV est l'une des plus anciennes et importantes collections sur les femmes et le genre dans le monde. Elle est régulièrement consultée par des universitaires, des chercheur.e.s ou des personnalités politiques. Elle constitue l'unique source de documentation relative à l'histoire des femmes et du genre ainsi qu'à l'étude des mouvements de femmes aux Pays-Bas et dans le monde.

Sujets et intervenant.e.s du colloque

Le colloque évoquera l'importance universitaire, politique, culturelle et sociale des archives de femmes et des institutions pour l'amélioration de l'égalité de genre en ce XXI^e siècle. L'équipe des intervenant.e.s sera constituée de **Marens Engelhard**, archiviste des Archives Nationales

des Pays-Bas ; de **Buhle Mbambo-Thata**, directeur général d'un service de bibliothèque à l'Université d'Afrique du Sud ; **Francisca de Haan**, professeure d'histoire et d'études de genre à l'Université d'Europe Centrale à Budapest (Hongrie) ; **Joyce Follet**, co-directrice de la Steinem Initiative au Smith College [Université pour Femmes] à Northampton (États-Unis) ; **Adele Patrick**, directrice de l'Apprentissage et du Développement Créatif à la Glasgow Women's Library (Grande-Bretagne) ; **Patricia Kaersenhout**, artiste néerlandaise ; **Gerda Jansen Hendricks**, directrice du Département d'Histoire de la NTR [organisation audiovisuelle publique néerlandaise] ; **Sebastien Fins-terwalder**, chercheur sur le projet « Raubgut » à la Bibliothèque Centrale et Régionale de Berlin (Allemagne) ; **Agnes Jongerius**, membre du Parlement Européen, Présidente du Conseil d'Administration d'Atria.

L'inscription au colloque est à faire sur le site www.iav80conference.nl.

Pour plus d'informations sur cet événement : Connectez-vous à www.iav80conference.nl ou à www.atria.nl ou contactez par e-mail Mariet Dingemans m.dingemans@atria.nl. Retrouvez l'annonce de cette conférence sur la page Facebook d'Atria et sur Twitter avec le hashtag #IAV80conference !



¹ Institut sur l'Égalité de Genre et sur l'Histoire des Femmes.

² Les Archives Internationales pour le Mouvement des Femmes.

In Memoriam

Simone Iff

Le féminisme français a perdu une grande figure avec le décès de Simone Iff le 29 décembre 2014 à Paris. Militante sans relâche, elle a été au premier plan des luttes pour les droits reproductifs, pour la liberté sexuelle et contre les violences faites aux femmes. Née en 1924 dans une famille protestante du Tarn, elle s'engage très tôt. Avec son mari, Werner Iff, elle entre dans la Résistance pendant la Seconde Guerre Mondiale. Au début des années 1950, désormais installée à Paris, elle milite dans le Mouvement protestant Jeunes Femmes puis le Mouvement français pour le planning familial. Elle y gravit les échelons : hôtesse d'accueil en 1963, elle en devient la première présidente qui ne soit pas médecin en 1973. Entre temps elle a participé aux événements de mai et juin 1968 et à l'émergence du Mouvement de libération des femmes. Elle s'est engagée dès 1970 dans la lutte pour l'avortement libre et gratuit en se rendant aux manifestations, en recueillant des signatures pour le manifeste des 343 femmes ayant déclaré avoir avorté dans *Le Nouvel Observateur* le 5 avril 1971, en témoignant au procès de Bobigny en 1972 ou encore en participant à la création du Mouvement pour la liberté de l'avortement et la contraception en 1973 et en devenant l'une des deux vice-présidentes. Lorsque François Mitterrand est élu président de la République, Simone Iff entre au cabinet d'Yvette Roudy, ministre aux Droits de la femme, où elle est conseillère technique responsable de la santé de 1981 à 1983. Elle y travaille sur les questions de contraception, d'avortement, de viol, violences et de prostitution. Après cette expérience, elle continue son militantisme, notamment sur les questions de prostitution et de viol. Elle participe à partir de 1986 à la fondation et à l'animation du Collectif féministe contre le viol. En 2000, Simone Iff avait fait don de certaines de ses archives à la Bibliothèque Marguerite Durand, fonds qui a été complété en 2015 par sa fille.

Bibia Pavard



Catherine Deudon, Simone Iff (à droite) en compagnie d'Irène Donadio, lors du colloque européen Droit à l'avortement : quels enjeux pour les femmes en Europe ?, 19-20 septembre 2008. © Catherine Deudon (Coll. BMD)

Anne-Marie Charles

Anne-Marie Charles nous a quittés à 68 ans le 15 janvier 2015. Institutrice à Angers, elle avait consacré une grande partie de sa vie à la lutte pour l'émancipation des femmes. Révoltée par l'injustice sociale, elle avait milité dès sa jeunesse au Parti communiste, mais au début des années 1970 ses dirigeants locaux lui avaient demandé de choisir entre son orientation sexuelle et son appartenance politique... Elle rejoignit alors brièvement la Ligue communiste.

Le 25 mai 1974, en compagnie d'une quinzaine de *Pétroleuses* qui lancèrent ensuite les groupes femmes, elle participa, place du Ralliement, la place centrale d'Angers, à une « contre-fête des Mères » qui marqua la presse locale. Quand l'activité du groupe femmes faiblit, elle participa au groupe de lesbiennes qui créa en 1983 une cafétéria de femmes, Les Danaïdes, lieu non-mixte convivial ouvert à toutes, homos ou hétéros. Jusqu'en 1987, les activités les plus diverses s'y déploierent : soirée avec les femmes de Greenham Common contre l'installation de missiles américains en Grande-Bretagne, self-défense, sculpture, couture, présentation de films de femmes repérés au festival de Créteil...

À la suite des grèves de décembre 1995, une nouvelle génération de militantes réapparut, qui s'associa à un projet de lieu alternatif, L'Étincelle, porté par la Fédération anarchiste, la Ligue communiste révolutionnaire et des individus, et où naquit le collectif antisexiste Émancipation. Anne-Marie Charles y participa, de même qu'à la préparation de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000.

Anne-Marie Charles conservait soigneusement les papiers des groupes féministes auxquels elle appartenait : documents internes, comptes rendus de réunions, tracts, affiches parfois confidentielles mais toujours chargées de sens. Affectée par une maladie longue et éprouvante, elle les déposa au Centre des archives du féminisme en décembre 2012.

Frédéric Dabouis

Autocollant Sorcières sans frontières
Fonds d'archives
Anne-Marie Charles (38 AF)
CAF (BU Angers)



Colloques

Se réorienter dans la pensée : femmes, philosophie et arts autour de Michèle Le Dœuff

18-19 septembre 2015 – Paris, Institut protestant de théologie
Colloque international et interdisciplinaire

**organisé par Jean-Louis Jeannelle (Université de Rouen-IUF)
et Audrey Lasserre (Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3)**

Qu'est-ce que « se réorienter dans la pensée », se demande Michèle Le Dœuff dans *L'Étude et le Rouet* ? C'est « s'apercevoir qu'on est en train de se promener quelque part avec une carte qui n'est pas la bonne parce qu'on n'a pas pris en compte où l'on était ». Si *s'orienter* suppose un principe subjectif pratique et universalisable (distinguer sa droite et sa gauche afin de se situer dans l'espace), se *réorienter* implique à la fois une intention et une décision plus fondamentales afin, par le trajet fixé, de faire surgir l'espace de référence que l'on se donne. *L'Étude et le Rouet* est le récit d'un tel geste, à savoir reconnaître qu'en dépréciant les femmes, en les condamnant à n'être qu'un simple objet de réflexion, voire en les excluant, la philosophie « échoue à tenir sa promesse fondamentale de constituer une rationalité-en-commun ». Or s'être malgré tout voulue philosophe, plus encore, avoir fait de cette position marginale l'un des principaux objets de sa pensée, telle fut la réorientation décisive

entreprise par Michèle Le Dœuff. À l'heure où la réflexion sur la sexualité et le genre se trouve parasitée par les polémiques nées lors des débats sur le « Mariage pour tous », il est essentiel de revenir sur certaines des étapes qui ont scandé l'histoire de la pensée féministe en France ces trente dernières années.

L'œuvre de Michèle Le Dœuff constitue l'une de ces étapes. Son réexamen s'inscrit dans la possible généalogie d'une voie française vers les études sur les sexualités et le genre : une voie française issue des cadres de pensée (la philosophie) et des institutions (l'ENS de Fontenay) les plus traditionnels, mais qui a ensuite emprunté quelques chemins de traverse, hors université et outre-atlantique. C'est donc à s'interroger sur la singularité d'un parcours de chercheuse et sur les objets qui furent les siens que ce colloque invite, afin de participer à une histoire du féminisme à la française, en particulier de son versant philosophique, encore à construire.

VENDREDI 18 SEPTEMBRE 2015

13h30 : Accueil des participant.es

14h00 : Ouverture du colloque par Esteban Buch, directeur du CRAL (EHESS)

14h10 : Introduction du colloque par Jean-Louis Jeannelle (Université de Rouen-IUF) et Audrey Lasserre (Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3, THALIM)

Session 1 : Le Genre des savoirs

Modération : Christine Planté (Université Lumière Lyon 2, LIRE)

14h30 : Christine Detrez (Ens de Lyon), « *Les femmes peuvent-elles être de Grands Hommes ? Le Sexe du savoir, aujourd'hui* »

15h00 : Thérèse Courau (Université Toulouse Jean Jaurès, IRIEC/ARPEGE), « *Le Sexe du savoir : un programme pour le renouvellement de la pensée du genre en littérature* »

15h30 : André Duhamel (Université de Sherbrooke), « *Se réorienter dans la pensée et la pédagogie en philosophie* »

16h00 : Discussion

16h15 : Pause

Session 2 : Lectures féministes

Modération : Christine Bard (Université d'Angers, GEDI, Archives du féminisme)

16h30 : Adrienne Estrada (Ens de Lyon), « *"Douce lectrice et gracieux lecteur, c'est pour votre fille que j'écris" : penser l'initiation militante à travers l'expérience de lecture chez Michèle Le Dœuff* »

17h00 : Audrey Lasserre (Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3, THALIM), « *Michèle Le Dœuff et la critique féministe* »

17h30 : Discussion

17h45 : Pause

18h00-19h00 : *Lecture de Léa Fagnou*, dirigée par Raphaëlle Doyon (Université Paris 8)

SAMEDI 19 SEPTEMBRE 2015

9h00 : Accueil des participant.es

Session 3 :

Chemins de traverse de la liberté

Modération : Elizabeth Claire (CNRS, EHESS, CRH/CRAL)

09h15 : Judith Still (University of Nottingham), « *Des Lumières – aux droits – de l'homme : hommage à Michèle Le Dœuff* »

09h45 : Eva von Redecker (New School, New York), « *The Engendering of Female Philosophical Freedom* »

10h15 : Pamela Anderson (Oxford University), « *Reorienting ourselves in Bergsonian freedom, friendship and feminism* »

10h45 : Discussion

11h00 : Pause

Session 4 :

De l'écriture, de la philosophie, etc.

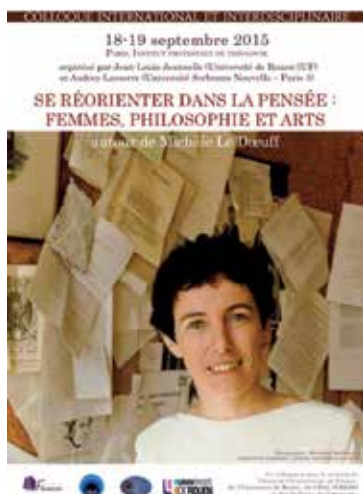
Modération : Audrey Lasserre (Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3, THALIM)

11h15 : Marion Carel (EHESS, CRAL), « *Dire digressif et digression dite dans l'œuvre de Michèle Le Dœuff* »

11h45 : Jean-Louis Jeannelle (Université de Rouen, CÉRÉdl), « *L'implication philosophique* »

12h15 : Discussion

12h30-14h30 Déjeuner



Session 5 : In/différence

Modération : Nicole Mosconi (Paris X – Nanterre)

14h30 : Thierry Hoquet (Université Jean Moulin Lyon 3, IUF), « Le cas "Leucippe" : ou comment le sexe d'état-civil oriente la lecture »

15h00 : Florence Lotterrie (Université Paris Diderot Paris 7, CERILAC), « Imaginer la différence des sexes : l'apport de Michèle Le Dœuff aux études littéraires à l'âge classique sur le genre »

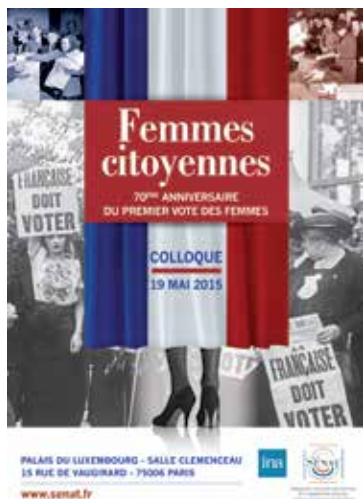
15h30 : Discussion

15h45 : Pause

16h00-17h30 : Table ronde « Recherches actuelles en philosophie féministe », animée par Anne Simon (CNRS, EHESS, CRAL) : Sylvia Duverger (Université Paris 8-Saint Denis), Stefania Ferrando (IEP Strasbourg, EHESS, LIER), Vanina Mozziconacci (Ens de Lyon, ESPE LNF), Mara Montanaro (Université Paris 8-Saint Denis, LEGS), Eva von Redecker (New School, New York)

17h30 : clôture du colloque

Les 70 ans du premier vote des femmes commémorés au Sénat



Alors qu'en 2014, la Délégation aux Droits des femmes du Sénat honorait les résistantes, le 19 mai 2015, elle organisait un colloque autour du 70^e anniversaire du premier droit de vote des femmes. Le colloque ouvert par le président du Sénat Gérard Larcher fut introduit par Chantal Jouanno, présidente de la Délégation. Une première table-ronde animée par Roselyne Bachelot-Narquin relatait la course d'obstacles qui attend les femmes désireuses de s'engager en politique. La deuxième portait sur l'ordonnance du 21 avril 1944 avec les spécialistes Christine Bard, Anne-Sarah Bouglé-Moalic et Mariette Sineau qui ont retracé l'évolution de 1945 à 2015. Après les témoignages émouvants de Cécile Goldet, aujourd'hui centenaire, ancienne Sénatrice ayant connu une Chambre haute avec seulement 5 élues, et d'Yvette Roudy sur la parité, une dernière table-ronde interrogeait l'organisation personnelle des femmes politiques, leur emploi du temps, leur logistique... Pascale Boistard, secrétaire d'État en charge des Droits des femmes, a clôturé le colloque devant une salle toujours bondée.

Les actes sont disponibles et téléchargeables sur le site du Sénat :

Rapport d'information *Femmes citoyennes. 70^e anniversaire du premier vote des femmes. Actes du colloque - 19 mai 2015* – n° 672, 2014-2015.

L'enregistrement vidéo : <http://videos.senat.fr/video/videos/2015/video28555.html>

Corinne Bouchoux

Féminisme et médias

Colloque international et pluridisciplinaire

Paris 15 et 16 janvier 2015

CARISM Paris 2 ; CESSP Paris 1 ; CRHEC Upec

Avec le soutien du GID Île de France et de l'IEC

Jeudi 15 janvier 2015

Centre Vaugirard

391 rue de Vaugirard, 75015

13h30 : Accueil des participant-e-s

Ouverture du colloque par Josiane Jouet, professeure en Science de l'information et de la communication IFP-Panthéon Assas, CARISM

Introduction : Claire Blandin, maîtresse de conférences en Histoire, Université Paris Est Créteil, CRHEC ; **Sandrine Lévêque**, maîtresse de conférences en Science politique, Université Panthéon Sorbonne, CESSP ; **Simon Massei**, doctorant en science politique, Université Panthéon Sorbonne, CESSP ; **Bibia Pavard**, maîtresse de conférences en Histoire, IFP-Panthéon Assas, CARISM

Session 1

Quand les féministes s'emparent des médias

15h00-17h00 :

Féminisme et conflits religieux

- **Florence Rochefort**, chargée de recherche CNRS, GSRL : *Quel pacte laïque dans la presse féministe de la Belle Époque ?*

- **Gaspard Salatko**, docteur en anthropologie, Centre Norbert Elias : *Causes féministes versus religion – quand les Femmes enrôlent les dispositifs du christianisme*

Discutante : **Stéphanie Kunert**, maîtresse de conférences en Sciences de l'information et communication, Université de Lyon 2, Elico

Les supports médiatiques du féminisme tunisien

- **Zarrouk Hajer**, docteure en Sciences et techniques des Arts, Institut supérieur des Beaux Arts de Tunis : *Le féminisme tunisien à l'heure de la « transition démocratique » et des nouveaux médias : transformations et enjeux*

- **Lamia Belkaied Guiga**, maître assistante, École Supérieure de l'Audiovisuel et du Cinéma, Université de Carthage : *Selma Beccara : cinéaste militante et femme politique. Combat d'hier, combat d'aujourd'hui*

Discutant : **Jamil Dakhli**, professeur en Sciences de l'information et la communication, Université Paris 3, CIM/LCP

Pause café

17h30-19h : Table ronde

Journalistes et féministes aujourd'hui : une identité professionnelle impossible ?

animée par **Frédérique Matonti**, professeure en Science politique, Université Paris 1, CRPS :

Joëlle Palmieri, cofondatrice de l'Agence *les Pénélopes*, docteure en sciences politiques, membre associée du Laboratoire des Afriques dans le Monde ; Renée Greusard, *Rue 69* ; Hélène Guinhut, journaliste indépendante membre des *Rézoteuses* ; Alice Coffin, *20 Minutes* ; Isabelle Germain, *Les Nouvelles News* ; Liliane Roudière, *Causette*

Vendredi 16 janvier 2015

Centre Panthéon, 12 place du Panthéon, 75005

Session 2

Enjeux de la médiatisation des féminismes

9h30-13h

Féminisme au féminin

- **Claire Blandin**, maîtresse de conférences en Histoire, Université Paris Est Créteil, CRHEC, **Sandrine Lévêque**, maîtresse de conférences en Science politique, Université Panthéon Sorbonne, CESSP, **Bibia Pavard**, maîtresse de conférences en Histoire, IFP-Panthéon Assas, CARISM : *Elle et Marie Claire dans les années 1968 : une « parenthèse enchantée » ?*

- **Aurélié Olivési**, maîtresse de conférences en science de l'information et la communication, Université de Lyon I, Ellico : *Médias féminins, médias féministes, quel renouvellement énonciatif ?*

Discutante : **Michelle Zancarini-Fournel**, professeure émérite d'histoire de l'Université Lyon I, LARHRA

La fabrique des héroïnes

- **Sidonie Verhaeghe**, doctorante en Science politique, Université de Lille 2 CERAPS : *La construction de Louise Michel en figure féministe : le rôle de l'antiféminisme dans la presse écrite à la fin du XIX^e siècle.*

- **Marion Charpenel**, docteure en Science politique, IEP de Paris, CEE : *La construction du souvenir de Sohane Benziane : critiques militantes des discours médiatiques et influences des médias sur les mémoires féministes*

Discutante : **Valérie Devillard**, professeure en Science de l'information et de la communication IFP-Panthéon Assas, CARISM

11h30 : Pause café

Ripostes féministes

- **Laurie Laplanche**, doctorante en communication publique, Université de Laval : *Les critiques féministes de l'émission de télévision Femme d'aujourd'hui Société-Radio Canada 1965-1982.*

- **Agnès Granchet**, maîtresse de conférences en droit, IFP-Panthéon Assas, CARISM) : *Les procédures engagées par les associations féministes françaises contre les messages sexistes diffusés par les médias.*

Discutante : Anne Revillard, professeure associée en sociologie, Sciences Po, OSC-LIEPP

13h00-14h30 : Pause repas

Session 3

Les médias contre les féministes

14h30-16h00 :

- **Simon Massei**, doctorant en Science politique, Université Paris 1, CESSP : *Les médias contre le féminisme d'État ? Les résistances à la loi anti-sexiste de 1983*

- **Sarah Lécossais**, doctorante en Science de l'information et la communication, Université Sorbonne Nouvelle, CIM/MCPN : *Le « féminisme » dans les séries télévisées françaises : ringardise, ridicule et invalidation des luttes.*

- **Nelly Quemener**, maîtresse de conférences Université Sorbonne Nouvelle, CIM/MCPN, Marion Dalibert, maîtresse de conférences, Université Lille 3, GERiiCO : *Femen, ou la médiatisation d'un antiféminisme ?*

Discutante : **Isabelle Garcin-Marrou**, professeure de science de l'information et la communication Sciences Po Lyon, ELICO

16h : Pause café

16h30 : Clôture par **Christine Bard**, professeure en histoire de l'Université d'Angers, CERHIO

17h : Goûter en H604



Initiatives

Pour Olympe de Gouges : d'une manifestation l'autre, 1993-...

Le 6 novembre 1993, pour commémorer le bicentenaire de l'exécution d'Olympe de Gouges (3 jours plus tôt dans le calendrier, mais, ce 3 novembre-là, nous manifestions à Marseille), un rassemblement est organisé devant le Panthéon. Aucune femme n'y repose encore es qualités, malgré la campagne que j'ai initiée quatre ans plus tôt.

Il s'agit aussi de plaider pour la parité. Les participants viennent de Paris, au premier rang desquels Olivier Blanc, biographe d'Olympe ; de Montauban, avec Béatrice Daël qui publie ses œuvres complètes aux Éditions Cocagne ; de Marseille enfin avec Jeanne Mazel, présidente du CODIF, qui contribue à l'organisation matérielle de la manifestation. Différents mouvements pour la parité se retrouvent, ont apporté les éventails de précédentes journées. Tout le monde est venu avec une fleur, voire une couronne, comme l'Assemblée des femmes. Yvette Roudy, absente, a envoyé un communiqué de soutien. Sans obstacle, on attache aux grilles du Panthéon fleurs, éventails et banderoles. Les prises de parole se succèdent. On chante *la Marseillaise des femmes au Panthéon*, et *La Victoire en chantant*, pour la parité. Malgré le froid, le rassemblement peine à se disperser.



Manifestation du 6 novembre 1993.

De gauche à droite :
Mireille Albrecht, Françoise Durand,
Catherine Marand-Fouquet,
Jeanne Mazel, Olivier Blanc.

3 novembre 2014, il fait encore froid, très venteux et il pleut, comme le jour de l'exécution d'Olympe. La parité est inscrite dans la loi depuis presque un lustre. Marie Curie repose au Panthéon depuis près de vingt ans. Aucune autre femme, malgré mes relances incessantes. On attend la panthéonisation d'un quarteron de résistants pour la fin mai 2015, dont deux femmes, très remarquables. Olympe est encore passée à la trappe malgré la « vox populi » clairement manifestée lors de la consultation internet organisée par Philippe Bélaval, chargé d'une étude sur la question du Panthéon par le Président de la République. Mais celui-ci n'en fait qu'à sa tête.

Ce jour là, l'accueil est glacial. On nous interdit d'attacher la banderole « Olympe de Gouges au Panthéon » aux grilles du monument. Des porteurs lutteront contre la tempête. Les fleurs sont portées par les manifestants. Ils sont moins nombreux qu'en 1993, mais plus motivés encore à faire reconnaître les mérites d'Olympe. Il y a les fidèles Olivier, Betty et moi, Françoise Durand, Françoise Gaspard, Anne Le Gall, Éliane Viennot, et puis les jeunes générations : Sylvia Duverger, dont le blog *feministesentousgenres* soutient nos idées ; Graciela Barrault, Franco-argentine qui s'est attelée à la création du Musée virtuel d'Olympe ; Annie Vergne qui joue au guichet Montparnasse ; une Sévillane, qui prépare une thèse sur l'œuvre narrative d'Olympe ; un Romain, historien et philosophe ; Clarissa Palmer, auteure de la pièce « Olympe de Gouges porteuse d'espoir », et qui traduit Olympe en anglais. C'est à elle que nous devons la présence de la BBC qui réalise un documentaire sur les femmes qui ont fait l'Histoire.

Pas de médias français, pourtant avertis. La suite... le 3 novembre 2015. Nous y avons rendez-vous, à 12 heures 45, chaque année, jusqu'à la victoire.

Catherine Marand-Fouquet



Manifestation du 3 novembre 2014. Au centre, de gauche à droite : Catherine Marand-Fouquet, Olivier Blanc, Béatrice Daël.

Travaux sur des fonds d'archives

Les clivages des féministes françaises face à la question coloniale (années 1920-1930)

Cet article est le texte d'une intervention à la journée d'étude « Introduction aux archives asiatiques » organisée le 24 octobre 2014 par le CODHOS (Collectif des Centres de documentation en histoire ouvrière et sociale), dont l'association Archives du féminisme fait partie¹. Cette journée a été l'occasion de présenter quelques fonds conservés dans les trois bibliothèques-centres d'archives associés dans le CA d'Archives du féminisme² : ces fonds concernent plus spécialement l'Indochine dans les années 1920-1930 et donnent un aperçu de la position des mouvements féministes français à cette époque face à la politique coloniale.

Les États Généraux du Féminisme de 1931

En 1931, l'Exposition coloniale internationale, qui se tient sur le site du bois de Vincennes de mai à novembre, attire plus de 30 millions de visiteurs. C'est dans la salle des Congrès de cette exposition que le Conseil national des femmes françaises (CNFF), fédération d'associations féministes et d'œuvres féminines créée en 1901, organise la troisième session des États Généraux du Féminisme, les 30 et 31 mai. Comme les années précédentes, son objectif est d'« établir le programme minimum de réformes que les femmes [s'attacheront] à faire aboutir le jour où le droit de vote leur [sera] accordé »³. Les sessions de 1929 et 1930, qui portaient sur le travail, l'éducation, la vie économique en France, n'avaient guère eu d'écho. En revanche, organisée dans le cadre de l'Exposition coloniale, cette session ne pouvait pas rester totalement ignorée. Pour le CNFF c'est l'occasion de montrer « l'union des Françaises de la métropole et des femmes qui, sur les terres les plus lointaines, apportent à la colonisation française le concours inestimable de leurs intelligentes initiatives, de leur persévérante activité » (déclaration du CNFF à l'ouverture de la séance⁴). Les organisatrices de ces États généraux adhèrent donc totalement aux objectifs de l'œuvre coloniale ; mais elles souhaitent faire, à cette occasion, des propositions concrètes au sujet des femmes et des enfants des populations « indigènes » qui, jusqu'ici, n'ont pas été au centre des préoccupations des différents gouvernements. Pour cela, les responsables du CNFF (Ghénia Avril de Sainte-Croix, Marguerite Pichon-Landry, Cécile Brunschvicg, ...) ont fait appel à des femmes qui vivent ou ont longtemps vécu dans les colonies - des filles ou épouses (souvent les deux) d'administrateurs ou d'officiers, des religieuses, des infirmières -, en leur demandant de réaliser des enquêtes et d'établir des rapports les plus précis possible.

1 Les actes de cette journée d'étude, ainsi que ceux des journées d'étude précédentes organisées par le CODHOS (« Archives africaines », 2010, et « Archives algériennes », 2012) sont publiés dans le numéro 44 (2014) de la revue *Migrance* éditée par l'association Génériques, organisme dédié à l'histoire et la mémoire de l'immigration en France.

2 Le Centre des archives du féminisme (CAF) à la BU d'Angers, la Bibliothèque Marguerite Durand à Paris, et la BDIC à Nanterre.

3 Cité par Régine Goutalier, « Les États généraux du féminisme à l'Exposition coloniale, 30-31 mai 1931 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 36 n° 2, avril-juin 1989.

4 *États généraux du féminisme, 30-31 mai 1931, Paris* [compte rendu des séances du congrès], Paris, CNFF, 1931, 172 p. Ce rapport est consultable au Centre des archives du féminisme, dans le fonds du CNFF (2 AF 21) et à la Bibliothèque Marguerite Durand, sur microfilm (CON FEM mf).



États Généraux du Féminisme, 1931. Coll. BMD.

Ces États généraux s'organisent en deux grandes parties : d'une part le bilan de ce que les Françaises ont déjà réalisé dans les colonies (le rôle des femmes médecins, des femmes missionnaires, les œuvres sociales, etc.) ; d'autre part l'analyse de la situation de « *la femme indigène* » : situation légale et morale, situation économique, éducation de l'enfant indigène, avec un rapport sur chaque région (Afrique occidentale, équatoriale, Madagascar, Afrique du nord, Asie et Océanie – l'Asie représentant environ un tiers des interventions). Dans l'ensemble les « femmes de terrain » (médecins, infirmières, missionnaires) abordent davantage les vrais problèmes, certaines même se posent des questions – tandis que le discours des femmes d'administrateurs ou d'officiers est souvent assez « langue de bois »...

L'étude de ces États généraux trouve un complément très utile dans les archives de Cécile Brunschvicg, conservées au CAF à Angers⁵.

Les archives de Cécile Brunschvicg

Cécile Brunschvicg (1877-1946) est bien connue comme étant l'une des trois femmes nommées sous-secrétaires d'État du gouvernement Blum en 1936. Mais elle fut aussi une grande militante féministe dont les activités ont commencé bien avant cette nomination. Dès 1909, en effet, elle participe à l'Union française pour le suffrage des femmes (UFSF) – elle en devient secrétaire générale en 1910 puis présidente en 1924 –, ainsi qu'à la section Travail du CNFF, qu'elle préside depuis 1915. Sans oublier le journal *La Française*, qu'elle dirige à partir de 1926.

Dans le chapitre « Éduquer les femmes indigènes » de sa thèse, Cécile Formaglio explique que cette question est pour Cécile Brunschvicg une « cause annexe » mais qu'elle s'inscrit directement « dans sa volonté d'œuvrer pour l'amélioration de la condition sociale des femmes » : ainsi, dès 1929, elle propose à l'UFSF « d'étudier de très près toutes ces questions féminines aux colonies », se rendant elle-même en Algérie début 1931. Et l'on trouve dans ses archives plusieurs lettres sur cette question, dans les échanges avec les rédactrices ou les lectrices de *La Française*, ainsi que de nombreux articles dans ce journal⁶. Si elle ne présente pas de communication aux États généraux de 1931, son nom figure néanmoins à plusieurs reprises dans les débats qui suivent chaque rapport, notamment lors de la présentation des motions ou vœux soumis au vote de l'assemblée. Comme toutes les autres participantes à ces États généraux, Cécile Brunschvicg croit beaucoup à la « mission civilisatrice de la colonisation ». Elle fait partie du courant « féministe réformiste » qui milite pour l'amélioration progressive de la condition des femmes et concentre ses efforts sur les réformes juridiques : « un féminisme bourgeois et respectable mais néanmoins ouvert aux bonnes volontés », selon les termes de Cécile Formaglio⁷.

⁵ Le fonds Cécile Brunschvicg, très volumineux (plus de 10 mètres linéaires) est le premier fonds inventorié au CAF, classé 1 AF. Il a fait l'objet d'une thèse, publiée en 2014 : Cécile Formaglio, « *Féministe d'abord* : Cécile Brunschvicg (1877-1946) », Presses universitaires de Rennes, coll. « Archives du féminisme », 334 p.

⁶ Cécile Formaglio, op. cit., pp. 140-146.

⁷ Cécile Formaglio, op. cit., p. 47.



Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL), section française. Communiqué, juillet 1926. BDIC, Archives Gabrielle Duchêne.

La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL)

Ce courant « féministe réformiste », même s'il est alors très majoritaire, ne rassemble cependant pas l'ensemble des féministes de cette époque. Ce dont témoignent notamment les archives de Gabrielle Duchêne (1870-1954), militante féministe et pacifiste, conservées à la BDIC. Il faut citer plus particulièrement, dans ce fonds très volumineux, les dossiers de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, fondée en 1919 à Zurich. Cette Ligue fait suite, au lendemain de la guerre, au Comité international des femmes pour une paix permanente, né au congrès de La Haye en 1915 : aucune Française n'a pu y participer mais quelques féministes, dont Gabrielle Duchêne, signent tout de suite un manifeste de soutien – alors que la très grande majorité des féministes a, dès le début de la guerre, rejoint « l'Union sacrée ». Avec quelques

autres militantes Gabrielle Duchêne crée la section française de ce Comité international, plus connue sous le nom de Comité de la rue Fondary (il se réunit dans un petit pavillon de cette rue, loué par elle). Ce qui lui vaut d'être exclue de ses fonctions de présidente de la section Travail du CNFF, remplacée par Cécile Brunschvicg. Le Comité de la rue Fondary devient en 1919 la section française de la LIFPL, Gabrielle Duchêne en étant la présidente et Jeanne Halbwachs-Alexandre la secrétaire générale⁸.

On peut donc parler de « clivages » entre féministes sur la question de la guerre et de la paix. Clivages que l'on retrouve également sur la question du colonialisme, comme on le constate en parcourant les archives de Gabrielle Duchêne⁹. Dans une lettre de 1925 au Président du Conseil Paul Painlevé, par exemple, la section française de la LIFPL rappelle qu'elle s'est « toujours prononcée contre toute politique de conquête coloniale, la jugeant d'ailleurs propre à exaspérer les appétits des impérialismes rivaux » et qu'elle a « toujours demandé que les populations indigènes des colonies de tous les pays soient représentées à la Société des Nations ».

On trouve également très régulièrement, dans les lettres de la LIFPL aux autorités comme dans les rapports d'activités et les résolutions de ses congrès, des prises de position sur « les droits des indigènes », la réaffirmation du principe du « droit des peuples de disposer d'eux-mêmes », ou encore la demande d'amnistie « en faveur de tous les accusés et condamnés politiques », notamment « pour tous les Annamites condamnés pour délits politiques ». Le 5^e Congrès international de la LIFPL, qui se tient à Dublin en 1926, a ainsi pour thème « L'impérialisme économique et colonial » et adopte la résolution suivante : « Nous n'oublions jamais qu'à l'origine de toute colonie est un acte de conquête et qu'ainsi la souveraineté d'une métropole n'est jamais fondée en droit. » Et, en 1927, la section française de la LIFPL organise durant deux semaines, à Gland (Suisse), une école d'été (ouverte aux hommes) sur le thème : « Rapports des Races blanches et des Races dites de couleur aux Colonies », qui se termine par cette résolution : « Les membres du Cours de vacances organisé à Gland par la LIFPL (...) estiment que le régime colonial, né de la violence et de l'impérialisme économique, est contraire à leur idéal de paix et de liberté ; ils veulent travailler à sa disparition et à l'extension, aux races de couleur, du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. »

8 Pour toute cette période, voir notamment Christine Bard, *Les filles de Marianne. Histoire des féminismes, 1914-1940*, Paris, Fayard, 1995.

9 Les archives de Gabrielle Duchêne (plus d'une centaine de cartons d'archives au total) s'arrêtent en 1940. Elles ont été recueillies par la BDIC dans les années 1970, en plusieurs étapes, et sont classées à différentes cotes. Le fonds de la LIFPL représente 20 cartons : Congrès internationaux de la LIFPL, F delta res 205 (3 cartons) ; Comités exécutifs internationaux, F delta res 206 (4) ; Vie internationale, F delta res 207 (9) ; Section française, F delta res 208 (4).

Deux déléguées de la LIFPL en Indochine et en Chine

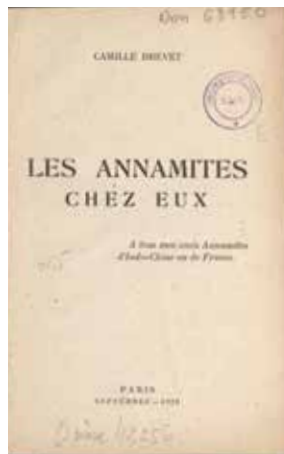
La LIFPL décide alors d'envoyer deux déléguées en Indochine et en Chine, Camille Drevet, de la section française, et Edith Pye, de la section anglaise. Dans une brochure publiée à son retour en 1928, *Les Annamites chez eux*, Camille Drevet s'efforce d'expliquer le plan de travail de ce voyage : « Il ne s'agit pas seulement d'apporter aux femmes d'Indochine l'expression de la sympathie fraternelle des femmes d'Occident. Nous devons agir comme déléguées d'une Ligue qui s'est déclarée nettement contre toute oppression. [...] Les tares du régime colonial sont communes à toutes les formes de colonisation actuelles. Mais, membre de la Section française, je n'oublie pas que l'Indochine est une colonie française et que nous devons chercher dans quel esprit la France a colonisé¹⁰. »

Répondant par avance à ceux qui seraient tentés de l'accuser « de négliger l'immense effort français », Camille Drevet dénonce le sort des enfants « indigènes » : les établissements secondaires « sont surtout réservés aux Français, aux fils de naturalisés et de gens bien vus du gouvernement. [...] Un décret ne suffit pas pour trouver les écoles et les maîtres nécessaires aux 7/8^e des enfants jusqu'ici laissés hors de l'école » ; ou encore la situation des travailleurs annamites (aussi bien hommes que femmes) : « Quand les intérêts économiques d'un pays sont entre les mains d'un petit groupe de financiers, quand on vit sous le régime des concessions, des privilèges, on ne saurait parler de justice sociale. » Et elle conclut ainsi son voyage, dans le bulletin de la LIFPL : « En face de l'intérêt de quelques hommes, la masse des peuples se relève lentement. L'opinion publique s'éveille. L'heure des peuples approche. [...] Les femmes de tous les pays ont besoin de s'unir. [...] Grâce à vous, chères camarades de tous pays, nous avons beaucoup vu, beaucoup appris. Puissent ces connaissances que j'ai acquises par vous aider votre travail international !¹¹ » Elle fait adopter ensuite, par le Comité exécutif international de la LIFPL d'avril 1930, la création d'une Commission permanente pour les questions coloniales (elle-même et Madeleine Rolland en sont membres au titre de la section française).

On ne peut clore cette rapide présentation sans évoquer une question très présente dans toutes les activités des féministes à cette époque : l'alcool et l'opium. La LIFPL organise par exemple en 1930 une conférence internationale contre l'opium. Dans son rapport, Camille Drevet explique que si la France, signataire des conventions internationales contre l'opium, a pris certaines mesures en France, le régime est tout autre dans les colonies : « Avant l'occupation française, on fumait peu l'opium en Indochine. Depuis le système colonial, le nombre des fumeurs a beaucoup augmenté. En 1904, le régime de Régie directe fut établi. Aujourd'hui les revenus de cette régie forment une part importante des revenus de la Colonie. » Et elle ajoute : « L'opium est-il nocif ? Comment peut-on l'interdire en France et l'encourager en Indochine ? [...] On prépare à Paris l'exposition coloniale. Je doute fort qu'on y voit dans le pavillon de l'Indochine une fumerie d'opium ! Ce serait un spectacle instructif pour beaucoup de Français qui ignorent tout de la colonisation¹². » Mais les États généraux du féminisme organisés par le CNFF pendant cette Exposition coloniale se contentent, eux, d'émettre sur cette question un vœu très « neutre » : « Considérant les ravages causés dans nos colonies par l'alcool et les drogues, les États Généraux du féminisme demandent : une restriction immédiate et une sévère limitation des débits d'alcool et d'opium ».

Il est donc préférable de parler, comme le fait Christine Bard¹³, « des » féminismes, plutôt que « du » féminisme.

Anne-Marie Pavillard



Camille Drevet, *Les Annamites chez eux*, 1928. Coll. BDIC.

¹⁰ Camille Drevet, *Les Annamites chez eux*, Paris, 1928, 32 p.

¹¹ Camille Drevet, « Réflexions sur mon voyage », *Pax International. Bulletin mensuel de la LIFPL*, 3^e année n° 8, juillet 1928. Camille Drevet fut ensuite secrétaire internationale de la LIFPL, du Congrès de Prague, en 1929, au Congrès de Grenoble, en 1932.

¹² LIFPL. Conférence internationale contre l'Opium et les Drogues nocives, Genève, 28-29 avril 1930 (Archives Gabrielle Duchêne, BDIC).

¹³ Christine Bard, *Les filles de Marianne*, op. cit.

Ouvrages, thèses, mémoires...

Cécile Formaglio, « *Féministe d'abord* » : Cécile Brunschvicg (1877-1946),

Rennes, Presses universitaires de Rennes, collection Archives du féminisme, 2014.

Dans sa thèse de doctorat consacrée à la vie et l'engagement de Cécile Brunschvicg, Cécile Formaglio retrace le destin de l'une des féministes réformatrices les plus actives de la France de la première moitié du XX^e siècle et répond à plusieurs questions : comment devient-on féministe militante ? Que recouvre exactement cette expression et comment se caractérise le féminisme réformatrice ? Quelle place Cécile Brunschvicg envisage-t-elle pour les femmes dans la société ? Née en 1877 dans une famille bourgeoise très aisée, Cécile Kahn ne reçoit qu'une instruction assez sommaire, comme il sied à une jeune fille à cette époque. Il semble néanmoins qu'elle ait manifesté tôt une curiosité d'esprit qui la fait s'intéresser à des sujets intellectuels. D'où son mariage avec le philosophe Léon Brunschvicg, futur professeur d'université, en 1899. De cette union, naissent quatre enfants et, avant la naissance des deux plus jeunes, Cécile Brunschvicg prend part au mouvement féministe, conciliant dès 1908 sa vie de mère avec l'activité militante abordée par le biais de la philanthropie. Au moyen des œuvres charitables, Cécile Brunschvicg entre en contact avec l'exploitation subie par les femmes, en particulier celles qui travaillent à domicile. Très rapidement, la bienfaisance ne la satisfait pas et elle comprend qu'il faut agir à la racine du mal. Elle adhère à la section Travail du CNFF (Conseil National des Femmes Françaises) et tente d'amener les femmes à la syndicalisation pour défendre leurs droits à l'égalité dans le travail. Cécile Formaglio montre que l'expérience sur le terrain détermine la prise de conscience de Cécile Brunschvicg bien plus que des ouvrages théoriques et qu'en cela, elle ne se différencie pas de nombreuses féministes réformatrices. Quoique fervente patriote et parfaite républicaine, elle comprend très tôt la dimension internationale de son engagement et participe aux congrès féministes internationaux dès 1911. À ses yeux, il importe de connaître les actions entreprises et les progrès réalisés dans les autres pays tout en partageant les acquis du travail effectué en France. Bien que le succès ne vienne pas récompenser son militantisme, Cécile Brunschvicg poursuit inlassablement ses efforts en faveur du suffrage et du travail des femmes, à la manière d'un « apostolat », dit Cécile Formaglio.

Avant d'aborder dans le détail les combats menés par Cécile Brunschvicg, Cécile Formaglio expose l'« idéal » des féministes réformatrices. Ces femmes inscrivent leurs revendications dans le cadre de la légalité ; elles refusent les actions violentes, s'efforcent de créer des réseaux de sympathie, en sensibilisant les hommes politiques à leurs idées et en s'imposant une stricte neutralité religieuse et politique. En ce qui concerne la notion de genre, les réformatrices ne remettent pas en cause les valeurs féminines traditionnelles et, pour Cécile Brunschvicg, le mariage et la maternité constituent le destin normal des femmes, même si elle a bien conscience que les tâches du foyer ne suffisent pas à l'épanouissement d'une femme. Assumant des rôles différents mais

complémentaires, la femme et l'homme ont l'un et l'autre une utilité sociale. Aussi faut-il assurer aux femmes une formation qui leur permette de devenir les égales des hommes, tout d'abord à l'école et dans l'accès aux études de même qu'au sein de la famille ; en outre, il s'agit de former des militantes et des élues. Cécile Formaglio montre très clairement l'aspect à la fois moderne et traditionnel du féminisme de Cécile Brunschvicg, qui diffuse ses idées aussi bien oralement que par écrit, dans le journal *La Française* dont elle est rédactrice en chef de 1926 à 1940.

La conquête des droits sociaux pour les femmes est au centre des préoccupations de Cécile Brunschvicg. Sa présence au sein de la section Travail du CNFF, dont elle devient secrétaire (1913) puis présidente en 1916, l'amène à s'engager sur plusieurs plans : les conditions de travail des enfants, la syndicalisation des femmes qu'elle juge indispensable, l'égalité des salaires pour un même travail. Tenant toujours compte de la priorité familiale, elle s'évertue à concilier liberté du travail et protection des travailleuses et axe son argumentation sur les besoins économiques sans cesser de contester le travail à domicile.

Au nombre des réalisations de Cécile Brunschvicg, il faut compter l'École des surintendantes d'usine dont elle entend faire un service social laïque, professionnalisé et pris en charge par l'État ; d'autre part, son souci d'émancipation des femmes s'applique aussi aux femmes indigènes des colonies. À l'instar de nombreuses féministes, elle se préoccupe de remédier aux fléaux sociaux qui sévissent en France : l'absence d'hygiène, l'insalubrité des logements favorable à la propagation des maladies telles que la tuberculose, l'avortement dangereux pour la mère et nuisible au peuplement de la nation, la prophylaxie des maladies vénériennes, l'alcoolisme, la prostitution ; néanmoins, elle ne condamne pas sans réfléchir aux moyens d'éviter ces maux qu'engendrent les insuffisances de la société. Parmi les fléaux sociaux, la guerre est sans doute le pire. L'UFSF (Union Française pour le Suffrage des Femmes) qu'elle préside participe au mouvement de soutien à la SDN avant de créer une association indépendante : « l'Union féminine pour la Société des Nations » ; le pacifisme de Cécile Brunschvicg se fonde sur le droit et les idéaux démocratiques. L'arrivée au pouvoir d'Hitler fait de la solidarité (vis-à-vis des émigrés allemands) une nécessité et met au premier plan, pour Cécile Brunschvicg, la réaction à l'antisémitisme.

Après son engagement social, Cécile Formaglio examine la lutte de Cécile Brunschvicg pour les droits politiques des femmes. Pendant des années, elle milite au sein de l'UFSF pour l'obtention du droit de vote des femmes, n'hésitant pas à organiser des conférences partout en France et interpellant le Parlement sur cette question. Cécile Formaglio insiste sur l'énergie et le talent qu'elle met au service de cette cause ainsi que sur sa remarquable capacité de propagande, qui font de l'UFSF la première association suffragiste de l'entre-deux-guerres. Ne concevant son action que dans le cadre de la loi et à la recherche d'appuis dans la défense des intérêts féministes, Cécile Brunschvicg adhère en 1924 au Parti Radical. Malgré le peu d'empressement de ce parti de gouvernement en faveur des femmes, elle espère par ce biais sensibiliser les parlementaires et faire aboutir plus sûrement les revendications de l'UFSF. Cette adhésion lui vaut de multiples critiques ; cela contredit le principe de neutralité politique et d'indépendance de l'UFSF et, selon les féministes plus radicales, les femmes doivent créer leurs propres outils politiques. Le couronnement de la carrière de Cécile Brunschvicg est atteint avec sa nomination au poste de Sous-secrétaire d'État à l'Éducation nationale, sous le gouvernement de Léon Blum. Elle obtient des avancées en matière de protection de l'enfance ainsi que du point de vue de l'instruction des filles et des professions ouvertes aux femmes. Cependant les féministes lui reprochent de n'avoir aucunement fait progresser la question du suffrage. De 1940 à 1944, Cécile Brunschvicg survit, dans la clandestinité ; la paix revenue, elle reprend ses activités féministes mais la maladie la contraint à renoncer et elle s'éteint le 5 octobre 1946.

Avec cette thèse dont la progression chronologique épouse le cheminement intellectuel et politique de Cécile Brunschvicg, Cécile Formaglio a excellemment montré comment une bourgeoise riche et cultivée, à l'esprit très ouvert, prend conscience des injustices dont sont victimes les femmes et s'engage résolument dans le mouvement féministe. Peut-être le statut social de Cécile Brunschvicg explique-t-il son choix d'une « politique des petits pas » plutôt que d'un radicalisme agressif ; en tout cas, la question demeure d'actualité et chaque stratégie a ses adeptes. De

surcroît, le travail de Cécile Formaglio offre une remarquable valorisation des archives de Cécile Brunschvicg conservées au CAF, complétées par les archives personnelles familiales – obligeamment mises à sa disposition par les descendants de Cécile Brunschvicg.

Mireille Douspis

Colette Avrane, *Berthe Fouchère, la rebelle*, préface de Michelle Perrot, Amiens, Édition Licorne, Paris, diffusion L'Harmattan, 2014.

Tâche ardue que celle entreprise par Colette Avrane en rédigeant la biographie d'une institutrice anonyme et désireuse de le rester, militante socialiste et féministe, qui n'a pas laissé d'archives. En recoupant les trop fragmentaires informations et indices parsemés dans des lettres, journaux ou documents administratifs, Colette Avrane a tenu et gagné son pari. Après l'introduction dans laquelle elle récapitule les difficultés rencontrées, les tâtonnements à la recherche de preuves et aussi ses scrupules face à certaines déductions un peu incertaines, Colette Avrane commence le récit de la vie de Berthe Fouchère selon la chronologie. Celle-ci est née en janvier 1899, à Urzy, près de Guérigny dans la Nièvre, dans un milieu modeste : le père exerce la profession de charpentier, la mère de lingère, le couple habite avec cette enfant unique dans un deux-pièces. Quelques traces subsistent d'une initiation catholique dans son enfance puis, à 16 ans, elle entre à l'École normale d'institutrices de Nevers. Un an plus tard, elle est affectée dans son premier poste, loin d'Urzy où elle ne revient, jusqu'à la fin de sa vie, que pendant les vacances. Sa carrière débutant ainsi dans une école de campagne à deux classes, loin de tout, elle est soumise à une vie très rude. En 1918, titulaire du brevet supérieur, elle change de poste mais non de conditions de travail et de vie. De cette époque, datent ses premiers engagements politiques. Le 1^{er} mai 1920, paraît dans *Le Socialiste nivernais*, petit journal hebdomadaire socialiste puis communiste de Nevers, une « tribune féministe » rédigée par Berthe Fouchère, qui témoigne d'une bonne connaissance de la politique du temps ; jusqu'en septembre 1922, elle fournit plus de 100 articles, soit féministes soit politiques où elle se montre résolument féministe et pacifiste. Rejoignant les féministes radicales, elle dénonce la privation de droits qui pèse sur les femmes et leur aliénation au sein du couple et de la famille, inhérentes au « capitalisme oppresseur » et que seul le « communisme libérateur » pourra abolir. Ainsi s'exprime-t-elle à guère plus de 20 ans, en plaçant toute sa confiance dans la révolution future ; d'ailleurs, à l'issue du congrès de Tours, Berthe Fouchère adhère au Parti communiste. Mais l'administration veille ; qu'un enseignant, tenu au devoir de réserve, donne du temps au militantisme politique révolutionnaire est inacceptable ; alors que dire d'une institutrice ? Malgré les pseudonymes La Rebelle ou Irma Taury, on la reconnaît et le préfet exige des sanctions. Démasquée, elle doit comparaître devant la justice ; acquittée une première fois, elle tombe sous le coup d'une accusation encore plus grave : propagande anticonceptionnelle. En 1923, elle est révoquée jusqu'en 1927 et cela ampute sa carrière de quatre années.

L'existence de documents officiels permet à Colette Avrane de reconstituer assez bien la vie professionnelle et l'engagement politique de Berthe Fouchère jusqu'à son exclusion de l'Éducation nationale. Après 1923, l'ombre s'épaissit et Colette Avrane doit se contenter d'hypothèses. Berthe Fouchère passe du temps en Autriche, à Vienne semble-t-il, où elle devient une proche d'Otto Bauer (le chef du Parti social-démocrate autrichien). En 1927, de retour en France, elle collabore à *La Bataille socialiste* et, après 1932, elle est secrétaire du Comité national des femmes socialistes. Simultanément, elle retrouve un poste d'institutrice dans l'Oise et son activité journalistique à *La Bataille socialiste* occupe une bonne partie de son temps, elle y traite surtout de l'Autriche

et des questions politiques telles que la guerre, les rapports des partis de gauche et l'exercice du pouvoir dans le cadre bourgeois. Militante de gauche à la SFIO, elle a rompu avec le PC mais conserve intacte sa foi dans la Révolution, prend fait et cause pour les Républicains espagnols et s'inquiète des accords de Munich. Bientôt, ce qu'elle redoutait se produit : la guerre et le régime de Vichy. Toujours suspecte et surveillée de près, elle est affectée quelque temps en Bretagne puis dans l'Eure. Elle ne fait pas parler d'elle mais participe à la Résistance. Elle aide notamment des aviateurs américains en les dissimulant dans le grenier de l'école. Finalement, la guerre se termine sans qu'elle ait subi trop d'épreuves et en 1945, elle est réaffectée dans l'Oise, où elle achève sa carrière d'enseignante. Ses années de retraite jusqu'à sa mort en 1979 à Creil sont consacrées à la politique. Secrétaire de la commission féminine de la SFIO, elle participe à tous les congrès et intervient au nom des femmes. Les guerres coloniales la révoltent et elle trouve bien tiède la réaction de la SFIO qu'elle quitte lors du ralliement de Guy Mollet à la Ve République. En 1960, elle participe à la création du PSU et en devient secrétaire dans l'Oise. Cependant, les conflits internes dans ce parti choquent sa conception de l'action politique et elle le quitte en 1969 avant de rejoindre le PS à la suite du congrès d'Épinay, retrouvant ainsi son ancien compagnon militant, François Mitterrand.

Après avoir répertorié les faits avérés de la vie de Berthe Fouchère et composé sa biographie quelque peu lacunaire, Colette Avrane reproduit les témoignages recueillis auprès de gens qui l'ont bien connue, ce qui permet de tracer un portrait plus vivant de la femme qu'elle a été. La simplicité et la générosité apparaissent comme des qualités majeures de cette petite femme coquette mais négligée par dédain de tous les aspects matériels de la vie tels que les travaux ménagers ou travaux d'aiguille. D'esprit vif, enthousiaste et aimant parler, elle est fidèle à une passion primordiale : la politique, la justice sociale à laquelle elle croit et pour laquelle elle ne ménage jamais son énergie, sans rien demander en retour. Aucune trace d'ambition personnelle n'entache son activité d'authentique militante ouvrière dont les moments de détente sont essentiellement consacrés à la lecture des journaux entassés de tous côtés chez elle. Colette Avrane émet une restriction cependant à propos de son engagement : cette ardente militante féministe que sa propagande néo-malthusienne a fait exclure de l'Éducation nationale se montre beaucoup plus réservée à l'âge mûr ; à la tête de la section femmes au PS, elle ne développe que des idées très traditionnelles : revendication du salaire familial, de responsabilités politiques à des postes traditionnellement dévolus aux femmes, etc.... Elle apporte son soutien au MLAC mais ne participe à aucun des mouvements féministes.

Colette Avrane fait suivre la biographie de Berthe Fouchère d'un dossier composé d'entretiens avec les « héritières », c'est-à-dire les femmes de la banlieue où a œuvré Berthe Fouchère, qui toutes insistent sur les combats qui restent à mener en dépit d'acquis incontestables ; en annexe, elle ajoute quelques articles de Berthe Fouchère, révélateurs de sa combativité et de la vigueur polémique de son style.

Avec cette biographie, Colette Avrane nous livre le portrait de l'une de ces multiples « oubliées de l'histoire », discrètes, effacées qui, quotidiennement et silencieusement, ont combattu, résisté pour obtenir qu'enfin cesse l'aliénation des victimes de l'injustice sociale, au rang desquelles les femmes occupent une place de choix. Puissent d'autres héroïnes de la vie ordinaire trouver « leur Colette Avrane » pour les extraire de l'anonymat et les préserver de l'oubli.

Mireille Douspis

Alban Jacquemart, *Les hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable,*

préface d'Olivier Fillieule, Rennes, Presses universitaires de Rennes,
collection Archives du féminisme, 2014.

Dans sa thèse intitulée *Les hommes dans les mouvements féministes*, Alban Jacquemart aborde un sujet peu défriché jusqu'à présent, à travers trois vagues féministes successives et sur une longue période, qui s'étend de 1870 pratiquement à nos jours. En outre, la méthode socio-historique qu'il applique à son sujet se révèle très intéressante puisqu'elle associe l'évolution historique et le milieu originel de ces hommes qui adhèrent au féminisme, le terreau dans lequel ils s'enracinent.

Dans une première partie, Alban Jacquemart examine les engagements des hommes pour les droits des femmes de 1870 à 1940. À la fin du XIX^e siècle, Léon Richer marque de sa forte empreinte le mouvement féministe. Républicain convaincu, il estime que les femmes doivent être des citoyennes à part égale avec les hommes. Il publie le journal *Le droit des femmes* à partir de 1869 et s'efforce de gagner des hommes à la cause féministe. Cependant, à l'exception de quelques personnalités prestigieuses (Victor Hugo par exemple), il ne réussit pas à fédérer un mouvement suffisant et doit compter surtout sur les femmes. De ce côté, des dissensions apparaissent, certaines militantes considérant favorablement la stratégie de Léon Richer, d'autres, plus radicales, choisissant l'autonomie, si bien que dans les années 1900, les femmes prennent la tête du mouvement féministe, les hommes ne figurant qu'en tant qu'auxiliaires. En 1901 est créé le CNFF, de tendance réformiste, qui veut que les femmes soient à l'initiative de leurs revendications. Très tôt dans le mouvement féministe, se pose la question de la direction : il est logique et indispensable que les femmes soient autonomes mais la participation des hommes présente des aspects positifs, comme le constatent bien vite les radicales qui ne recrutent pas aisément et manquent des réseaux nécessaires. Les féministes de la première vague se heurtent à la contradiction de se poser comme sujets qui s'émancipent de la tutelle masculine sans rejeter la mixité. Après la Deuxième Guerre mondiale, alors que plusieurs revendications féministes majeures ont abouti à la reconnaissance de droits pour les femmes, la présence des hommes dans les mouvements féministes ne se présente plus de la même manière et la deuxième vague, qui émerge dans les années 1970, se focalise essentiellement sur le patriarcat, à l'origine d'une infériorité de fait. La question de la mixité fait alors débat au sein des féminismes. L'association Maternité heureuse (1956) devenue MFPP, de même que le MLAC, qui revendiquent le droit à la contraception et à l'avortement, sont évidemment mixtes puisqu'ils impliquent le « pouvoir médical », largement dominé par les hommes ; cependant, dans les années 1960, des femmes entendent s'exprimer en leur nom propre et en 1970, le MLF exclut la présence masculine. A l'heure de la reconnaissance du droit des femmes à disposer de leur sexualité, certains militants homosexuels se considèrent comme victimes du patriarcat et rejoignent les mouvements féministes. Dans les associations qui pratiquent la mixité, le thème de mobilisation devient de plus en plus nettement le droit à la différence, à une identité qui échappe à la norme sociale et aux assignations de rôles sociaux. En s'attaquant au patriarcat séculaire, le féminisme suscite un débat nouveau et la confrontation de deux philosophies : l'humanisme et la primauté de l'identité ; pour ceux qui privilégient l'humanisme, il existe l'humanité sans distinction de genre, de sexe, etc., pour les autres, il existe des individus différents, qui n'appartiennent pas à des catégories prédéfinies par la société. Ainsi, l'engagement des hommes dans les mouvements féministes au cours des deux dernières

décennies aboutit à une « déféminisation » du féminisme et à une remise en cause plus large des discriminations sociales. L'analyse d'Alban Jacquemart montre avec clarté les causes et les modalités de l'engagement masculin aux côtés des féministes. Les pionnières de la première vague ont besoin des hommes pour vulgariser leurs revendications et en assurer le succès ; plusieurs droits ayant été satisfaits, les féministes de la deuxième vague privilégient l'autonomie, elles refusent que les agents ou du moins les bénéficiaires de leur aliénation s'expriment en leur nom ; mais on assiste dans un troisième temps au développement d'une nouvelle forme de mixité recherchée par les hommes qui ne se reconnaissent pas dans le modèle patriarcal et élargissent ainsi le champ du combat féministe.

Dans la seconde partie de sa thèse, Alban Jacquemart étudie les « ressorts de l'engagement », comment un homme devient militant féministe, le reste ou bien cesse de militer tout en demeurant féministe. Les entretiens réalisés par Alban Jacquemart, son enquête sociologique l'amènent à recenser plusieurs facteurs d'engagement : d'abord une certaine habitude de celui-ci, qu'il soit politique, syndical, etc., puis la disponibilité et une socialisation dans un milieu dominé par les femmes. Lors de la première vague, le féminisme réformiste s'inscrit nettement dans le camp républicain ; en témoignent les voies d'accès telles que le mouvement pacifiste, la franc-maçonnerie et la Ligue des droits de l'Homme et du citoyen. La deuxième vague se situe dans la mouvance de l'extrême-gauche au cours des années 1970, qu'il s'agisse de partis politiques ou de syndicats, tandis qu'à partir des années 1990, on note la diversification des réseaux de recrutement. S'affirmer comme militant féministe présente évidemment un aspect paradoxal : comment lutter efficacement contre un pouvoir que l'on incarne malgré soi ? Il faut une forte conviction politique, égalitaire, doublée souvent d'une conviction éthique. Pour de nombreux militants, c'est aussi la possibilité d'exprimer leur identité de genre. En décalage et mal à l'aise par rapport à la norme sociale masculine, ils se trouvent en adéquation avec eux-mêmes dans les mouvements féministes. Comme dans n'importe quelle instance militante, il arrive que les militants féministes renoncent à leur engagement actif, faute de disponibilité ou pour diverses raisons, mais l'enquête fait apparaître que tous demeurent fidèles à leurs convictions féministes et qu'ils ont conservé la grille de lecture du monde acquise au contact des mouvements féministes. Avant de conclure sa thèse, Alban Jacquemart propose l'exemple de « carrières militantes » masculines : deux qui relèvent de la tendance humaniste et deux autres de la quête identitaire.

La thèse d'Alban Jacquemart, qui conjugue analyse sociologique et étude historique, éclaire d'un jour original la recherche consacrée au féminisme en l'envisageant dans la perspective de l'engagement masculin. Il n'existe pas de frontière étanche entre dominants et dominé(e)s ; le terme « féminisme » offre à certains hommes le cadre de revendications dont ils ont besoin et, d'autre part, il semble bien qu'après un intermède indispensable aux femmes pour apprendre à s'émanciper, la tendance actuelle du féminisme revienne à la mixité dont une socialisation équilibrée ne peut sans doute se passer.

Mireille Douspis

Catherine Jacques, *Les féministes belges et les luttes pour l'égalité politique et économique (1918-1968),*

Bruxelles, Académie Royale de Belgique, Classe des lettres et des sciences morales et politiques, 2013.

En choisissant la période qui s'étend de 1918 à 1968, Catherine Jacques analyse le féminisme belge à l'époque tout à fait contemporaine et à des moments stratégiquement importants : comment le combat des femmes mis en veilleuse pendant les guerres alors même qu'elles démontrent leurs capacités de résistance et de remplacement des hommes au sein de la société reprend-il et se développe-t-il ?

Dans cet ouvrage issu de sa thèse, Catherine Jacques montre que suivant le moment, en fonction aussi des mouvements féministes dans les autres pays, les femmes belges sont amenées à nuancer leur conception de la citoyenneté ; il s'agit toujours d'obtenir l'égalité des droits avec les hommes mais cela se traduit diversement : soit sur le plan politique avec le droit de vote, soit sur le plan civil et juridique ou encore le plan social si on considère l'égalité professionnelle et salariale. Catherine Jacques examine ces divers aspects de la lutte des féministes belges ; elle souligne d'autre part l'importance des guerres dans l'expérience des femmes du XX^e siècle. Contraintes de résoudre de graves problèmes, elles s'organisent et acquièrent vite une conscience politique. La Première Guerre mondiale terminée et alors qu'elles ont pris largement part à l'effort de guerre, les femmes belges se voient menacées de renvoi dans leurs foyers, comme s'il s'agissait simplement de revenir à l'ordre ancien. Or les besoins économiques nécessitant un double salaire dans les couches laborieuses, les femmes revendiquent un travail salarié, qui les émancipe par rapport au mari et à la société. Bientôt, s'ajoute la conscience de l'épanouissement personnel alors que la lutte pour l'obtention du suffrage universel se solde par un échec puisque les femmes n'obtiennent que le droit de vote aux élections municipales.

Rapidement, les féministes belges découvrent que l'accès à la citoyenneté passe dans leur pays par l'acquisition des droits sociaux plutôt que politiques. Aussi choisissent-elles de poursuivre leurs efforts dans cette voie, ce qui a pour effet de produire une confrontation entre féministes laïques et féministes chrétiennes. Pour ces dernières, « la femme » reste avant tout une mère tandis que les premières perçoivent un être humain qui doit bénéficier des mêmes droits que l'homme, notamment d'un salaire égal pour le même travail. L'Église catholique influente en Belgique défend très longtemps la tradition d'un travail féminin lié aux contingences sociales, distinct du secteur d'activité des hommes, et d'un salaire d'appoint par conséquent. C'est seulement en 1948 que les femmes peuvent accéder à la magistrature et l'accès à la fonction publique, dans un pays où n'existe pas la séparation de l'Église et de l'État, est également tardif.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, alors que le résistance féminine ne fait l'objet d'aucune reconnaissance officielle, les féministes s'engagent dans une lutte sur le plan juridique au sujet de la nationalité. Refusant le principe général qui fait de la femme une « dépendance » du mari, elles réclament le droit pour l'épouse de conserver la nationalité belge, quelle que soit celle du conjoint, même s'il appartient à un pays considéré comme « ennemi » de la Belgique.

Bien que, dans le cas de la Belgique, le moyen le plus efficace pour parvenir à la citoyenneté se révèle être la reconnaissance du droit au travail dans les mêmes conditions que les hommes, la lutte sur le plan politique n'a jamais cessé. Dans l'entre-deux-guerres, la montée du fascisme mobilise les femmes et les associations féministes belges sont unies contre la guerre et en faveur de la démocratie. Quoique privées du droit de vote, les femmes belges comprennent parfaitement

la nécessité d'agir et de peser sur les choix politiques qui concernent l'humanité entière. Elles s'impliquent dans le rapport de forces et les décisions qui engagent l'avenir de leur pays et le régime parlementaire, prouvant ainsi qu'elles sont des citoyennes à part entière, injustement privées de droits. C'est seulement le 27 mars 1948 que le suffrage féminin est adopté et la Convention internationale des droits politiques des femmes, qui date de 1953, n'est ratifiée par la Belgique qu'en 1964. La résistance à l'égalité entre hommes et femmes y est forte, ce qui fragilise parfois le mouvement féministe « de l'intérieur » ; en effet, tandis que les femmes les plus convaincues et les plus radicales comme Georgette Ciselet sont universalistes, d'autres penchent plutôt pour l'essentialisme, admettant qu'il existe des dispositions féminines spécifiques qui ne légitiment pas l'obtention des mêmes droits que les hommes.

Catherine Jacques présente un panorama précis et détaillé de la lutte des femmes belges pour acquérir l'égalité des droits pendant un demi-siècle d'histoire européenne mouvementée et décousue. Son travail très documenté met en évidence le fait qu'il n'existait pas de voie royale pour le féminisme belge. Il ne suffisait pas d'imiter les suffragettes des pays voisins ; l'échec sur le plan des droits politiques les amène à affirmer leur citoyenneté dans les revendications d'ordre économique comme le droit au travail, l'égalité salariale et dans leur prise de parole au sujet des choix de société. Catherine Jacques souligne aussi que confrontées au droit, au code civil, aux traditions chrétiennes et aux représentations dominantes qui leur sont hostiles, les femmes belges et les féministes elles-mêmes éprouvent des difficultés à concevoir une complète égalité de droits avec les hommes. Elles se pénalisent elles-mêmes, s'autocensurent en quelque sorte en ne se reconnaissant qu'une égalité dans la différence. Le carcan mental qui paralyse encore nombre d'entre elles constitue un obstacle majeur à leur émancipation.

Mireille Douspis

Florence Tissot et Sylvie Tissot, *Je ne suis pas féministe, mais...* Documentaire, 52 mn, 2015.

La féministe Christine Delphy est le personnage principal de ce documentaire réalisé par Florence et Sylvie Tissot. Alliant les savoir-faire de la documentariste et de la sociologue, le film intercale des extraits d'entretien avec la militante et des images d'archives. Les propos de la féministe au présent sont ainsi entrecoupés par des images retraçant ses engagements depuis les années 1970 ou des extraits de clips des années 1960 et 1970 (Sylvie Vartan « Comme un garçon » ou Lesley Gore « You don't own me ») qui contribuent à replacer Christine Delphy dans un contexte politique et culturel. La belle photographie et la pertinence du montage mettent ses propos en valeur et rendent l'ensemble agréable à regarder. Néanmoins, les historien-ne-s des féminismes peuvent être déçu-e-s car le documentaire n'est pas un récit de vie : les origines familiales de Christine Delphy ne sont qu'effleurées et son parcours militant n'est pas retracé méthodiquement. On peut le regretter dans la mesure où elle est une des pionnières du Mouvement de libération des femmes en France et a poursuivi ses engagements jusqu'à nos jours, participant par exemple dans les années 1990 aux mouvements pour la parité et dans les années 2000 aux mobilisations contre l'interdiction du voile en milieu scolaire, dans le collectif Une école pour toutes. Certains épisodes ne sont pas évoqués, comme par exemple le conflit autour de la revue *Questions féministes*. Pour autant ce documentaire et l'engouement qu'il a suscité sont révélateurs de l'enthousiasme actuel d'une jeune génération pour cette figure du « féminisme historique ». Au final, le documentaire vise un public large de non-spécialistes du féminisme, il parvient à transmettre l'impertinence de Christine Delphy et à montrer que son engagement est toujours d'actualité.

Bibia Pavard

Marion Charpenel, « *Le privé est politique !* ». *Sociologie des mémoires féministes en France*

Thèse de doctorat en Science politique,
sous la direction de Marie-Claire Lavabre, IEP de Paris, 2014.

La thèse a été soutenue le 9 octobre 2014 à Paris, Institut d'études politiques, en partenariat avec le Centre d'études européennes (Paris). Le jury était composé de Marie-Claire Lavabre (directrice de thèse), Florence Haegel (présidente), Catherine Achin, Lilian Mathieu, Michelle Zancarini-Fournel. Marion Charpenel a obtenu la mention très honorable avec les félicitations du jury.

Née d'une interrogation quant au fonctionnement de la mémoire, cette thèse prend pour objet les évocations du passé exprimées par les militantes de la cause des femmes, en France, aujourd'hui. Inspirée par la sociologie de la mémoire de Maurice Halbwachs et par la sociologie de l'action collective, cette recherche vise à comprendre comment des représentations partagées du passé peuvent émerger dans un mouvement social aussi ouvert, pluriel et clivé que celui de l'espace de la cause des femmes. À partir de récits de vie, d'entretiens projectifs, d'observations ethnographiques et grâce au dépouillement d'un large corpus d'archives écrites, cette thèse s'emploie à démontrer que l'existence d'une mémoire collective féministe repose principalement sur trois facteurs. Premièrement, il existe un consensus fort, au sein de l'espace de la cause des femmes, autour de la nécessité de visibiliser les femmes dans l'histoire. Deuxièmement, au niveau meso-social¹, des représentations du passé peuvent être partagées par différents collectifs si des débats politiques présents impliquent le rassemblement, ou si les rapports de pouvoir internes permettent à l'un des groupes d'imposer aux autres sa vision du passé. Troisièmement, au niveau microsocial, les histoires personnelles de chaque militante donnent lieu à des récits comparables et au recours à des formes narratives identiques. C'est l'affirmation selon laquelle « le privé est politique » qui permet, en dépit des différences de vécus, l'existence chez les féministes d'une grille d'interprétation du passé commune centrée sur l'affirmation de soi comme sujet autonome. En effet, au nom d'une politisation de l'intime, il existe dans l'espace de la cause des femmes, depuis les années 1970, des pratiques de partage de vécus privés en collectif qui conduisent les militantes à exposer régulièrement leurs trajectoires biographiques au sein d'« espaces du dicible » féministes.

La thèse est organisée en trois parties. La première partie se donne pour objectif de comprendre, sur la longue durée (de la fin du XIX^e siècle à nos jours), comment s'est construite la problématique dite de la mémoire au sein de l'espace de la cause des femmes. En considérant cet espace dans son ensemble, on voit l'injonction à construire et à transmettre le passé des femmes s'imposer progressivement chez les féministes, sous la forme d'un « devoir de mémoire ». Cette partie est composée de trois chapitres. Le chapitre 1, qui revient sur environ un siècle d'actions militantes visant à la construction du passé et à la conservation des traces, met en évidence la permanence du souci du passé chez les féministes des différentes générations. Il montre aussi les freins structurels et conjoncturels qui ont limité les processus de transmission d'une vague à l'autre. Le chapitre 2 rend compte de la façon dont, dans le sillage du mouvement des femmes des années 1970, s'est progressivement développé un champ de recherche à part entière : l'histoire des femmes. Le déploiement de la contestation féministe dans le champ académique, mais aussi dans le champ étatique avec la création du Ministère Roudy en 1981, modifie le rapport au passé

¹ Le niveau meso-social, situé entre le micro (niveau individuel) et le macro (espace de la cause des femmes), est celui des collectifs ou des associations. Il est considéré dans ses relations avec d'autres espaces sociaux comme le champ politique ou le monde académique.

des différentes composantes de l'espace de la cause des femmes. Ce chapitre montre que la mémoire a progressivement été l'objet de mobilisations transectorielles, impliquant aussi bien le pôle associatif autonome, le pôle partisan, le pôle institutionnel et électoral, le pôle intellectuel ou encore le pôle informationnel. Le chapitre 3, qui clôt cette première partie, est consacré à l'un des principaux rites sur lequel s'appuie le devoir de mémoire féministe : la Journée internationale des Femmes. L'événement commémoré chaque 8 mars s'efface au profit de la commémoration elle-même, donnant ainsi aux collectifs composant l'espace de la cause des femmes l'occasion de faire de cette célébration annuelle un moment privilégié d'actualisation des passés.

La seconde partie de cette thèse resserre la focale d'observation au niveau meso-social pour considérer l'espace de la cause des femmes plutôt à l'échelle des collectifs et analyser les différents récits finalisés du passé portés par chacun. On observe ainsi la coexistence de plusieurs mémoires historiques qui, selon les moments, convergent autour d'une interprétation du passé ou, au contraire, s'affrontent dans des conflits de mémoires. La partie est structurée en trois chapitres. Tout d'abord, le chapitre 4 porte sur une controverse mémorielle qui émerge, au sein de l'espace de la cause des femmes, en 2008, après qu'un groupe ait communiqué sur les quarante ans du MLF. Suite à l'annonce de cet anniversaire, deux récits des origines du MLF s'opposent publiquement et donnent lieu à une production intensive de discours sur le passé, relayés par les médias. Cette controverse offre donc la possibilité d'observer les négociations et conflits à l'œuvre dans les processus de production de sens au sein de l'espace de la cause des femmes et de montrer que les contenus mémoriels sont dépendants à la fois d'impératifs politiques présents, de cadres sociaux pérennes (produits de l'histoire des courants) et d'interactions entre les groupes. Ensuite, le chapitre 5 se centre sur les événements organisés, durant l'année 2010, à l'occasion de ce même anniversaire des quarante ans du MLF pour comprendre à quelles conditions la lecture d'un événement passé peut ou non devenir dominante dans l'espace de la cause des femmes. Deux facteurs sont cruciaux pour qu'une interprétation du passé s'impose : premièrement, que les groupes qui la portent disposent de ressources suffisantes pour la diffuser et deuxièmement que les célébrations organisées soient cohérentes avec le contenu mémoriel qu'elles véhiculent. Enfin, le chapitre 6 prolonge la réflexion sur les mécanismes d'uniformisation des représentations du passé, en s'intéressant aux conditions qui conduisent différents groupes de l'espace de la cause des femmes à se rassembler, à un moment précis, autour de certaines figures du passé. Cette analyse repose sur l'étude des processus d'entrée de Sohane Benziane – une jeune fille de 17 ans, brûlée vive – dans les mémoires féministes.

Enfin, la troisième et dernière partie de cette thèse resserre encore davantage la focale d'observation, pour se centrer sur les mémoires individuelles. À partir de l'analyse des récits de vie et des entretiens projectifs, il s'agit de soumettre au test empirique l'intuition halbwachsienne selon laquelle les souvenirs individuels, même les plus intimes, sont façonnés par le social. Le chapitre 7 se concentre sur trois militantes, construites comme des « cas », et analyse, pour chacune d'elles, l'économie générale de son récit du passé. En dégagant les logiques de fonctionnement de chacune de ces mémoires individuelles et en les confrontant aux trajectoires sociales de ces individus, on voit combien les représentations du passé sont façonnées par des dispositions acquises au cours du temps et par l'insertion de la personne dans un réseau de liens sociaux. De plus, une analyse comparée des trois cas permet aussi, malgré ces différences, d'identifier des logiques communes à leurs mémoires individuelles respectives. Le chapitre 8 vient ensuite prolonger la réflexion sur cette matrice commune qui structure les mémoires individuelles féministes. En mobilisant les récits de l'ensemble des interviewées, il s'agit de préciser quelles sont les formes narratives communes qui, dans le présent, rendent similaires des discours biographiques associés à des passés pourtant bien différents. L'affirmation de soi comme sujet autonome constitue la colonne vertébrale autour de laquelle s'organisent les souvenirs personnels des individus. Enfin, le chapitre 9 pose la question du comment : c'est-à-dire, qu'est-ce qui, dans les idéologies, l'organisation ou les pratiques à l'œuvre au sein de l'espace de la cause des femmes, permet une convergence des récits biographiques individuels malgré la variété des trajectoires

dont ils rendent compte ? Le processus d'encadrement réciproque des discours biographiques repose sur une pratique centrale et transversale au sein de l'espace de la cause des femmes, à savoir le partage de vécus privés en collectif. En effet, au nom d'une politisation de l'intime, il existe dans l'espace de la cause des femmes, depuis les années 1970, des pratiques de partage de vécus privés en collectif qui conduisent les militantes à exposer régulièrement leurs trajectoires biographiques au sein d'« espaces du dicible » féministes ; ce qui conduit une homogénéisation des souvenirs des militantes.

Marion Charpenel



Caravage, *Méduse* (1595-1600)

Lucy Halliday, *Les coiffures : enjeux féministes ? (1970-1980)*

Mémoire de Master 1 Histoire,
sous la direction de Christine Bard,
Université d'Angers, 2015.

Quels sont les enjeux féministes des coiffures dans les années 1970/1980 ? À la croisée des chemins de l'histoire des féminismes, de l'histoire des femmes et des études de genre, cette recherche d'histoire sociale tente d'apporter des réponses. Si elle n'est pas le premier vecteur des

combats féministes, la coiffure est un marqueur d'émancipation et de libération. La chevelure féminine est entourée de tout un symbolisme nourri par les religions. Les cheveux se trouvent en plein cœur de rapports de pouvoir entre les sexes. À travers les photos et articles récoltés dans *F magazine* (France, 1978-1981), *Ms.* (États-Unis, 1972-) et *Emma* (Allemagne, 1977-), trois magazines issus des féminismes de la deuxième vague, ce mémoire tente de saisir les enjeux féministes, politiques et sociaux autour des coiffures.

Deux points de vue sont privilégiés. D'une part, l'accent est mis sur les stratégies éditoriales des rédactrices de ces magazines : quelles sont les réalités capillaires qui se cachent derrière les termes d'« émancipation », « libération » ou « pouvoir » à la une des magazines ? Certains modèles de femmes y sont montrés, telles que les femmes politiques ou les femmes à forte visibilité médiatique ou intellectuelle. D'autre part, l'aspect revendicatif est étudié en lui-même. Du fait de la diversité des féminismes de la deuxième vague, les revendications par la coiffure varient selon les mouvances et les contextes. Que l'on se place dans la perspective égalitariste beauvoirienne ou dans celle du différentialisme, la signification des coiffures change radicalement. Ce sont les codes de féminité et de beauté imposés par une société hétéronormée qui sont ainsi en jeu. Car être féministe ne signifie pas rejeter entièrement les critères de mode en matière de coiffure. Ces critères tantôt déconstruits et tantôt reconstruits par les féministes font des coiffures les témoins de ces changements. On redécouvre ainsi des coiffures emblématiques, symboles de lutte, telles la coupe afro ou la coupe courte. Il est également intéressant d'étudier, sur les couvertures des magazines, la façon dont les femmes sont mises en scène pour dénoncer ou critiquer un modèle de société. Cette mise en scène passe par la posture, les vêtements et la coiffure. Il n'est donc pas surprenant de voir, sur une première de couverture du magazine *Emma*, une Vierge Marie séductrice aux cheveux courts, bouclés et onduyants. De quoi hérisser les poils et les cheveux de certains !

Lucy Halliday

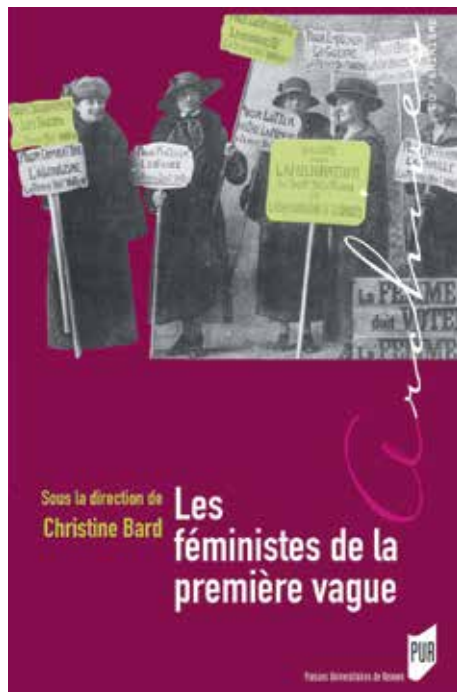
Vient de paraître

Les féministes de la première vague, sous la direction de Christine Bard, Rennes, Presses universitaires de Rennes, collection Archives du féminisme, 2015 [4^e de couverture]

Oubliées, ou réduites au cliché de la suffragette, les féministes de la III^e République sont encore largement méconnues. C'est tout l'intérêt de ce volume d'apporter des connaissances nouvelles, biographiques et prosopographiques, sur les actrices et acteurs de l'émancipation des femmes de cette époque. À travers les motivations et les modalités de l'engagement se révèle le visage particulier du féminisme dit de la « première vague », soit un cycle de mobilisation centré sur l'acquisition de droits et s'appuyant sur des associations telles que le Conseil national des femmes françaises, l'Union française pour le suffrage des femmes, la Ligue française du droit des femmes.

Ce féminisme, partie prenante de la « nébuleuse réformatrice », donne à la question sociale une importance capitale et apporte une expertise sur la pauvreté féminine, la prostitution, la faiblesse des salaires féminins, l'accès aux professions qualifiées... De la philanthropie au féminisme, beaucoup de bourgeoises franchissent le pas dans les années 1900 et deviennent des militantes. La cause est défendue à un niveau international, dans les associations de femmes et dans les organisations supranationales. L'une des conditions de possibilité des progrès tant espérés est la paix : le conflit de 1914-1918 marque profondément le féminisme, générant des pacifismes aux vues parfois opposées. Si la conquête du droit de vote est désormais bien connue, sur le travail et la paix, ce livre apporte de précieux éclairages. Qui sont les féministes de la première vague ? Si le qualificatif de bourgeois n'est pas inexact pour la mouvance réformatrice, il mérite des nuances qu'ignoraient ceux qui l'employaient pour disqualifier le féminisme vu comme l'expression d'une minorité privilégiée. Des profils

variés sont ici dessinés, d'Hubertine Auclert la suffragette à Cécile Brunschvicg la secrétaire d'État, en passant par Germaine Malaterre Sellier l'héroïne de guerre catholique et pacifiste, Marguerite Thibert l'experte du travail féminin, Marya Chéliga la femme de lettres polonaise, Constance Pascal la psychiatre, Anna Lampérière l'intellectuelle solidariste craignant l'étiquette féministe, ou encore Jeanne Bouvier ancienne ouvrière défendant les ouvrières à domicile, Sarah Monod et Julie Siegfried, les protestantes du CNFF, Marguerite Brando Salvador et Clarisse Eugène Simon réformant le



judaïsme français, sans sous-estimer la minorité masculine, avec un militant tel que l'avocat Georges Lhermitte.

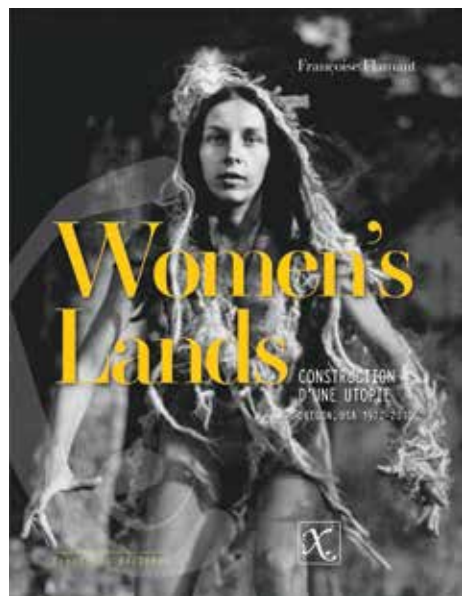
Cette diversité révèle la plasticité d'une cause déclinée dans tous les domaines de la vie politique, culturelle et sociale. Elle est interprétée *in fine* dans la trame même des vies.

Christine Bard est professeure des universités en histoire contemporaine (université d'Angers) et membre de l'UMR CERHIO (Centre de

recherches historiques de l'Ouest). Elle dirige le programme de recherche GEDI (*Genre et discriminations sexistes et homophobes*), soutenu par la région Pays de la Loire. Cet ouvrage est issu d'un colloque qu'elle a organisé avec le soutien de l'université d'Angers, du Centre d'histoire de Sciences Po, de l'institut Émilie du Châtelet et de l'association Archives du féminisme (Paris, 19-20 mai 2011).

Françoise Flamant, *Women's Lands. Construction d'une utopie.*

Oregon, USA, 1970-2010, Paris, Éditions iXe, octobre 2015
[4^e de couverture]



Beaucoup de femmes en révolte dans les années 1970 rêvaient de s'affranchir de la domination masculine et de la civilisation patriarcale. Certaines ont franchi le pas, rompu les amarres, pris la tangente pour construire ensemble un monde à elles et pour elles. Ce livre relate l'odyssée de ces séparatistes féministes, souvent lesbiennes, qui ont tenté l'aventure dans le sud de l'Oregon, aux États-Unis, sur des terres qu'elles avaient achetées et où une

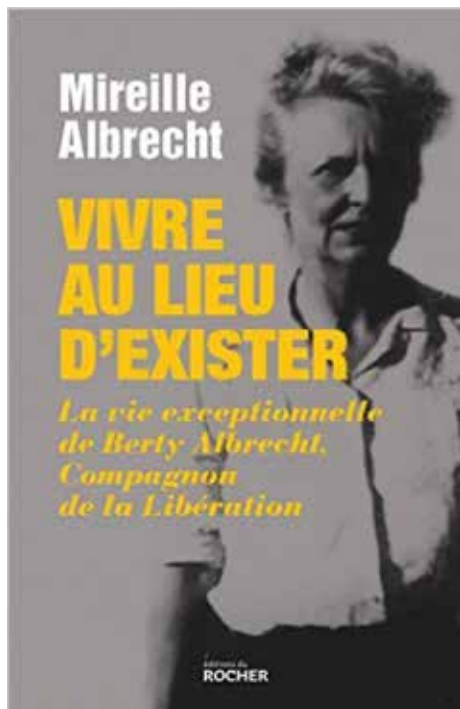
poignée d'entre elles résident encore. Portées par une confiance inébranlable en leurs capacités et leurs ressources, elles se sont installées dans ces zones reculées et ont défriché la terre pour assurer leur subsistance, elles ont construit leurs maisons et leurs abris avec la volonté d'inventer un nouvel art de vivre entre femmes. En l'espace de quelques années, une vingtaine de terres de femmes furent ainsi créées dans la région. Leur relative proximité favorisait l'entraide et les échanges entre les résidentes permanentes et les nombreuses visiteuses de passage venues parfois de l'étranger. Ce mouvement alimentait une vie sociale intense fondée sur la solidarité, le partage des savoirs, le respect de la nature, l'élaboration d'une nouvelle culture et la recherche d'une spiritualité inspirée par la Terre et le Cosmos. Quarante ans ont passé, et si la plupart de ces lieux existent toujours, occupés par quelques pionnières fondatrices, d'autres sont à l'abandon. Que reste-t-il aujourd'hui de ces espaces uniques, de l'utopie qui les a créés et longtemps maintenus vivants ? Pour répondre à ces questions, Françoise Flamant s'est plongée dans les nombreuses archives sur les Women's Lands déposées aujourd'hui à la bibliothèque de l'Université de l'Oregon, à Eugene. Elle s'est entretenue avec plusieurs des protagonistes de cette histoire méconnue et à bien des égards fabuleuse, et elle nous fait découvrir ici leurs publications et leurs productions artistiques,

largement diffusées dans les milieux féministes à partir des années 1980. Soutenu par le respect et la sympathie pour le sujet traité, son récit qui mêle les descriptions, les analyses et les témoignages permet de prendre la mesure de l'ambition du projet et de la force des engagements de celles qui y ont participé. En leur laissant largement la parole, il apporte

une contribution essentielle à l'histoire du féminisme et à celle, par trop occultée, des lesbiennes féministes.

[Françoise Flamant a contribué activement à l'association *Archives du féminisme* dès ses débuts en réalisant, entre autres, de nombreux entretiens filmés de féministes.]

Mireille Albrecht, *Vivre au lieu d'exister. La vie exceptionnelle de Berty Albrecht, Compagnon de la Libération*,



préface de Chilina Hills,
Paris, Éditions du Rocher, 2015.

Vient d'être réédité *Vivre au lieu d'exister*, de Mireille Albrecht, sur la vie de sa mère Berty Albrecht, anticonformiste, féministe et héroïne de la Résistance, Compagnon de la Libération. « Arrête de t'apitoyer sur ton sort » fut le leitmotiv avec lequel Mireille fut élevée, dur mais cela forge le caractère ! C'est à travers ses yeux, dès son plus jeune âge et jusqu'à ses 19 ans, lorsque Berty est morte, que Mireille nous narre son quotidien avec sa mère : la maison de Londres avec nurse et domestiques, son combat pour le droit des femmes et la publication dans les années 1930 de la revue *Le Problème sexuel*, les pérégrinations de sa vie de résistante qu'elle accompagne activement jusqu'à l'arrestation fatale de Berty. C'est un livre émouvant, souvent drôle, et difficile à poser une fois commencé ! Lisez-le ! (au fait, je suis la petite-fille de Berty, et ma mère Mireille étant décédée, j'ai écrit la préface pour la réédition, à sa mémoire...). Ma grand-mère et ma mère furent de beaux modèles !

Chilina Hills

À signaler

Femmes, genre, féminismes en Méditerranée. « Le vent de la pensée ». Hommage à Françoise Collin.

Préface de Geneviève Fraisse. Textes et documents réunis et présentés par Christiane Veauvy et Mireille Azzoug.
Saint-Denis, Éditions Bouchène, 2014, 320 p.



Bulletin d'adhésion et de don

L'adhésion est calendaire, elle ne peut pas être anticipée d'une année sur l'autre.

Cotisations et dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé (dans la limite de 20 % du revenu imposable).

Un reçu fiscal vous sera envoyé.

Adhésions individuelles

- ☐ Plein tarif : 30 €
- ☐ Tarif réduit (étudiant-e, sans emploi) : 10 €
- ☐ Membre bienfaiteur : à partir de 90 €

Abonnement institutions

- ☐ Bibliothèques, associations : 50 €



Dons

- ☐ Montant : €

Vous pouvez associer adhésion et don sur le même paiement.

Exemple : adhésion 30 € + don 70 € = 100 €. Dépense réelle après déduction fiscale : 34 €.

NOM : Pré-

nom :

Adresse :

Code postal : [][][][][] Ville :

Téléphone : [][][][][][][][][][] Email :

Chèque à l'ordre de
Association Archives du Féminisme,
à envoyer à :
Archives du Féminisme
28 avenue des Platanes
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS

Date :/...../.....

Signature :



Paiement en ligne sécurisé : www.archivesdufeminisme.fr/lassociation/adherer



Archives du féminisme
association loi 1901 fondée le 24 juin 2000

www.archivesdufeminisme.fr

Archives du féminisme est sur Facebook :

www.facebook.com/archives.feminisme

et sur Twitter : <http://twitter.com/Archivesfminism>



Conseil d'administration

Christine Bard (présidente),
Pascale Goux (trésorière),
Martine Chaptos (secrétaire),
Colette Avrane (secrétaire adjointe),
Annie Bonnaud, France Chabod, Mireille Douspis, Hélène Fleckinger,
Lucy Halliday, Carole Jegoux, Annie Metz, Bibia Pavard,
Anne-Marie Pavillard, Franck Veyron

Comité international

Éliane Gubin (Belgique),
Helen Harden-Chenut, Karen Offen (États-Unis),
Siân Reynolds (Grande-Bretagne),
Charles Sowerwine (Australie)

ISBN : 1765-3371

Directrice de publication : Christine Bard

Comité de rédaction : Le Conseil d'administration

Mise en page : Pauline Guillemain



Bulletin n°23
Automne 2015